



HAL
open science

Le "marché de l'Aide Publique au Développement" et l'asymétrie d'information : quelles conséquences sur l'efficacité de l'aide ?

Théophile E. S. Bassene

► **To cite this version:**

Théophile E. S. Bassene. Le "marché de l'Aide Publique au Développement" et l'asymétrie d'information : quelles conséquences sur l'efficacité de l'aide ?. Economies et finances. 2012. dumas-00789131

HAL Id: dumas-00789131

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00789131>

Submitted on 15 Feb 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DU SUD TOULON - VAR



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MEMOIRE DE MASTER 2 Recherche en Macroéconomie

Financière et Développement

THEME

**Le « marché de l'aide publique au développement » et l'asymétrie d'information :
quelles conséquences sur l'efficacité de l'aide ?**

Présenté par :

M. Théophile E S BASSENE

***Sous la direction de : Dr. Yusuf KOCOGLU Maître de conférence à l'université
du Sud Toulon-Var***

Septembre 2012

SUJET : Le « marché de l'aide publique au développement » et l'asymétrie d'information : quelles conséquences sur l'efficacité de l'aide ?

Table des matières

<u>INTRODUCTION GENERALE :</u>	4
<u>PARTIE I : L'AIDE AU PUBLIQUE DEVELOPPEMENT ET SON EFFICACITE</u>	6
<u>SECTION 1 : LES ORIGINES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET REVUE DE LA LITTERATURE</u>	7
<u>A - / Les origines de l'aide publique au développement</u>	7
<u>1 - / Définitions</u>	7
<u>2 - / Les origines de l'APD</u>	8
<u>B - / Revue de la littérature sur l'aide publique au développement</u>	11
<u>1 - / Fondements théoriques de l'aide publique au développement</u>	11
<u>2 - / Revue de la littérature sur l'aide publique au développement</u>	17
<u>SECTION 2 : L'EFFICACITE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</u>	20
<u>A - / Le modèle de Burnside et Dollar (1997, 2000)</u>	22
<u>1 - / Le modèle et ses implications en termes de sélectivité</u>	22
<u>2 - / Les critiques du modèle</u>	28
<u>B - / Le modèle de Collier et Dollar (2002)</u>	31
<u>1 - / Le modèle et ses implications en termes de sélectivité et de réduction de la pauvreté</u>	31
<u>3 - / Les critiques du modèle de Collier et Dollar (2002)</u>	38
<u>C - / Vers une autre forme d'analyse l'APD : la prise en compte de l'asymétrie d'information</u>	41
<u>1 - / L'évaluation par assignation aléatoire</u>	41
<u>2 - / Le recours au modèle principal-agent pour évaluer l'efficacité de l'aide</u>	42
<u>PARTIE 2 : L'ASYMETRIE D'INFORMATION ET EFFICACITE DE L'AIDE</u>	43
<u>SECTION 1 : L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ANALYSEE DANS UNE RELATION PRINCIPAL-AGENT</u>	44
<u>A - / En quoi la théorie de l'agence permet-elle de mieux analyser l'efficacité de l'APD ?</u>	44
<u>1 - / L'aléa-moral comme facteur de l'inefficacité de l'APD</u>	45
<u>2 - / Quel apport de la théorie de l'agence dans la recherche d'un processus plus efficient de la délivrance de l'aide ?</u>	49
<u>B - / L'analyse principal-agent de l'efficacité de l'aide</u>	49
<u>1 - / Le modèle de Svensson (2000)</u>	49

<u>2 - / Un partenariat avec les ONG pour améliorer l'efficacité de l'aide (Azam et Laffont, 2003).</u>	63
<u>SECTION 2 : UNE NOUVELLE VOIE DE RECHERCHE SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE</u>	66
<u>A - / L'asymétrie d'information entre le gouvernement et son peuple peut-il être une des principales causes de l'inefficacité de l'aide ?</u>	67
<u>1- / Cas 1 : Il existe une asymétrie d'information entre le pauvre et le gouvernement</u>	68
<u>2 - / Cas : Le pauvre possède toutes les informations sur le don.</u>	70
<u>B- / L'étude de cas : le cas des pays de l'Afrique Sub-saharienne.</u>	73
<u>1-/ Description du modèle et de l'échantillon</u>	73
<u>2-/ Méthode d'estimation</u>	76
<u>3-/ Résultats</u>	76
<u>CONCLUSION :</u>	78
<u>BIBLIOGRAPHE :</u>	93

INTRODUCTION GENERALE :

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il s'est dessiné, sur le paysage des relations internationales, une nouvelle forme de coopération : l'aide publique au développement (APD). Première puissance d'alors, les Etats-Unis ont été le premier pays à effectuer un transfert massif de fonds (le Plan Marshall) vers des pays à forte besoin de financement. En l'occurrence, les pays européens dévastés par la guerre. Cette forme de coopération va prendre une autre tournure avec la création de nouveaux Etats à travers le monde suite à la décolonisation. Le besoin de financement de ces derniers va entraîner l'émergence d'un « nouveau marché » que nous pourrions appeler « le marché de l'aide publique au développement ». Les pays en développement étant les demandeurs de financement et les pays développés les offreurs.

Avec la guerre froide qui oppose les pays occidentaux et le bloc soviétique, l'aide au développement devient un vecteur d'intérêts des grandes puissances (Jacquet, 2006). Ainsi les économistes se sont posé la question à savoir si l'aide au développement avait un impact sur la croissance du pays receveur ou pas. D'aucuns dénoncent l'inefficacité de l'aide et d'autres au contraire soulignent l'effet positif de l'aide publique au développement (APD) sur la croissance du pays receveur. Ainsi « Il y a un doute considérable dans le monde sur le fait que l'aide au développement augmente la croissance économique, diminue la pauvreté, favorise le développement social, ou encourage des régimes démocratiques. Nous avons besoin d'un impact positif, durable, et cela n'arrive pas toujours » (Ostrom, 2011). Par conséquent, il est important de comprendre les différents mécanismes du financement du développement afin de trouver des solutions durables pour une efficacité de l'aide.

La première solution proposée par le monde du développement est d'associer l'attribution de l'APD à des prises d'engagements de la part du bénéficiaire de l'aide d'exécuter telle ou telle politique. Cette politique de l'aide est connue sous le nom de la conditionnalité. Cependant, celle-ci a très vite montré ses limites. Ainsi, il s'est lancée une seconde vague d'explications. Burnside et Dollars (1997, 2000) expliquent l'inefficacité de l'aide publique au développement par le manque de bonnes politiques économiques. Il émet l'idée de ne financer que les pays ayant de bonnes politiques économiques (la sélectivité). Cependant ces travaux ne nous donnent pas une meilleure connaissance du marché de l'aide. L'interaction entre les différents acteurs du monde du développement n'est pas prise en compte dans leur recherche d'explications à l'inefficacité de l'aide. Cet axe de recherche a été exploré par Svensson

(2000) et Azam et Laffont (2003). Ces auteurs étudient l'APD sous forme de contrat entre le donateur bilatéral et le gouvernement bénéficiaire. A l'aide d'un modèle principal-agent, ils tentent d'expliquer les causes de l'inefficacité de l'APD et proposent des processus de délivrance de l'aide susceptibles d'améliorer son efficacité. La principale cause de l'inefficacité de l'aide que ces auteurs ont pointé est l'asymétrie d'information entre les deux partenaires. Notre étude s'inscrit dans cette dernière lignée. Mais à la différence de ces auteurs, nous nous intéressons au conflit d'intérêt entre le gouvernement receveur de l'aide et sa population qui est le destinataire final de l'aide.

Nous considérons l'aide publique au développement comme un marché dans lequel chaque acteur tente de maximiser son utilité en adoptant la stratégie qui lui permettra de parvenir à ses fins. Ainsi nous nous posons la question à savoir : quelles sont les conséquences de l'asymétrie d'information entre le gouvernement receveur de l'aide et sa population (bénéficiaire final) sur l'efficacité de l'aide ?

Afin de mieux aborder notre question, nous nous intéressons dans une première partie à l'efficacité de l'aide en termes de croissance économique. Ainsi dans la première section de cette partie, nous allons revisiter les origines de l'aide publique au développement et l'état de la recherche sur son efficacité. Dans la seconde section nous exposerons les modèles de Burnside et Dollar (2000) et de Collier et Dollar (2002) avant d'esquisser l'évaluation par assignation aléatoire de l'aide au développement.

La seconde partie de notre travail sera centrée sur la prise en considération de l'asymétrie d'information dans l'analyse de l'efficacité de l'aide. Ainsi dans un premier temps (section 1), l'aide au développement sera analysée sous une relation principal-agent et les travaux de Svensson (2000) et d'Azam et Laffont (2003) seront exposés succinctement. Dans un second temps (section 2), nous nous concentrerons sur l'effet de l'asymétrie d'information entre le gouvernement et son peuple sur l'efficacité de l'aide. Pour ce faire nous proposerons d'abord un jeu stratégique entre ces deux agents afin de mettre en exergue l'impact de la rupture informationnelle sur l'efficacité de l'aide. Et ensuite, nous clôturerons nos travaux par une étude empirique afin de vérifier si le gap informationnel pouvait être une des principales explications de l'inefficacité de l'aide dans certains pays. Nous prenons la démocratie comme proxy du gap informationnel. Plus le niveau de démocratie est élevé moins le gap informationnel entre les deux agents est important.

Partie I : L'aide au publique développement et son efficacité

Pour comprendre les enjeux de l'aide publique au développement (APD), il nous semble important de revenir sur les objectifs de cette coopération internationale qui date d'après la seconde guerre mondiale (Jacquet, 2006). Cette coopération, qui s'est poursuivie au lendemain de la décolonisation entre les pays occidentaux et leurs anciennes colonies, s'est fixée comme objectif : « d'accélérer » le développement des pays nouvellement reconnus. De ce fait, l'aide publique au développement devrait permettre aux pays en développement de converger plus rapidement vers un équilibre de long terme de niveau élevé et d'augmenter considérablement le niveau de vie des populations des pays du Sud. Mais cela ne peut se réaliser que si l'aide publique au développement impacte positivement la croissance économique. Autrement dit, si l'aide est efficace.

Ainsi dans cette première partie, nous commencerons par exposer les origines de l'APD et la pensée économique qui sous-tendent l'aide au développement (section 1). Nous aborderons dans la seconde section la question de l'efficacité de l'aide publique au développement.

SECTION 1 : LES ORIGINES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET REVUE DE LA LITTERATURE

Dans le premier point de cette section, nous parlerons des origines de l'APD en commençant par définir la notion d'aide publique au développement. Le second point de cette section sera consacré à la revue de la littérature sur l'aide au publique au développement. Nous mettrons l'accent sur la littérature économique empirique concernant l'efficacité de l'aide au développement.

A - / Les origines de l'aide publique au développement

1 - / Définitions

« Par aide publique au développement, on entend l'aide fournie par les Etats aux pays en développement en vue d'y favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie. Les prêts et crédits accordés à des fins militaires sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être fournie directement par un donneur à un

bénéficiaire, ou être fournie par l'intermédiaire d'une institution multilatérale de développement, comme les Nations-Unies ou la Banque Mondiale. L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions de faveur ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions de faveur les prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25% » (OCDE, 2009).

Cette définition englobe l'ensemble des transferts publics d'un pays à l'autre. Elle élimine la traditionnelle frontière entre transferts des pays développés vers le reste des pays qui ne le sont pas. Par exemple l'aide publique des pays émergents tel que la Chine trouve une place dans cette définition. Et donc, on ne peut aujourd'hui considérer l'APD comme la simple œuvre des pays développés. Les mutations du monde moderne ont aussi eu des conséquences sur l'aide au développement avec l'apparition de nouveaux donateurs et également de nouveaux organismes, qui se sont lancés dans le processus de l'aide au développement. Par ailleurs, il faudrait souligner que l'aide peut prendre plusieurs formes. Elle peut être sous forme d'assistance technique, sous forme alimentaire, sous forme d'appui budgétaire ou encore sous forme d'allègement de la dette. Il faut également souligner que l'aide publique au développement est généralement exprimée en termes nets des remboursements en capital (INSEE), c'est-à-dire que « les remboursements de prêts sont déduits des apports bruts d'aide au développement » (OCDE 2009).

2 - / Les origines de l'APD

Il est généralement admis dans la littérature économique que l'aide publique au développement trouve ses origines dans la reconstruction au lendemain de la seconde guerre mondiale¹.

Telle qu'elle est conçue au lendemain de la fin de la seconde guerre, l'aide publique au développement peut être considérée comme une initiative américaine de l'après-guerre (Gillis et al, 1998). Les Etats-Unis ont octroyé, en 1945, un prêt de 5 milliards de dollars à la Grande-Bretagne. Durant la période 1945-1947, l'Europe a reçu 3 milliards de dollars d'aide au développement de la part des Américains. Le plan Marshall (1947), comme le montre l'encadré 1, s'inscrit dans ce cadre d'aide au développement (Brasseul, 2010). Au total sur

¹ Beitone et al 2002, Brasseul 2010, Bastidon et al 2010

² Voir Guillaumont P. (2008), *The Move out of the trap. The least Developed Countries*, Economica, Paris.

une période de 4 ans, 17 milliards de dollars ont été transférés pour la reconstruction de l'Europe de l'après-guerre par les Etats-Unis. Soit 1.5% du PNB des Etats-Unis (Gillis et *al*, 1998).

Cependant, il faut souligner qu'à son origine, l'aide au développement n'était pas uniquement guidée par le seul objectif d'aider les pays ayant été détruits par la guerre. Elle était aussi, et l'est toujours encore, influencée par des raisons géostratégiques (Severino et Ray, 2011 ; Perkins et *al*, 2008). « L'aide économique est d'abord, historiquement, un vecteur d'intérêts politiques et stratégiques étroitement lié à la reconstruction de l'après-guerre, à la guerre froide et à la décolonisation. » (Jacquet, 2006). Tout au long de la guerre froide, l'APD était essentiellement chargée « d'acheter de l'influence » dans les pays du Sud. Les pays en développement étaient le théâtre d'une lutte idéologique entre l'économie de marché, incarnée par les pays occidentaux, et le communisme prôné par le bloc soviétique. Ainsi l'aide publique au développement fournie à leurs anciennes colonies permettait aux pays occidentaux de garder une certaine mainmise sur ces dernières (Severino et Ray, 2011). La répartition géographique de l'APD des anciens pays colonisateurs en témoigne. Sur la période 1970-1994, 99,6% de l'aide du Portugal a été consacrée à ses anciennes colonies. Le Royaume-Uni a fourni 78% de son aide à ces anciens territoires coloniaux contre 50 à 60% pour la France, la Belgique et l'Australie (Perkins et *al*, 2008).

D'ailleurs, les premiers actes d'aide au développement (l'aide des Etats-Unis à la reconstruction de l'Europe) n'étaient pas guidés que par l'altruisme. Cette aide a considérablement profité à l'économie américaine dans la mesure où elle a permis le redressement de la balance commerciale des Etats-Unis au cours des années de l'après-guerre. L'aide américaine a été utilisée pour l'achat de matériels, principalement, en provenance des Etats-Unis. Avant la guerre, la balance commerciale des Etats-Unis était déficitaire d'environ 3 milliards de dollars. Celle-ci affichera un solde excédentaire compris entre 4,5 et 6,8 milliards de dollars (Beitone et *al*, 2002).

C'est dans cet environnement d'après-guerre que la coopération internationale en matière d'aide publique au développement débuta réellement. L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), qui abrite le Comité d'Aide au Développement (CAD), en est l'une des institutions de coopérations multilatérales de l'après-guerre.

Créé en 1960, le CAD est chargé de coordonner les actions des membres de l'Organisation en vue de rendre l'aide plus efficace (Jacquet et Comolet, 2009).

ENCADRE 1 : Le plan Marshall (1947-1953)

A la fin de la seconde guerre mondiale, en 1945, les dirigeants du monde espéraient que l'Europe n'aurait pas besoin d'une aide extérieure importante, et que les principales économies (et en particulier, celle de la Grande-Bretagne et de la France) seraient en mesure de se reconstruire rapidement. Mais en 1947, la progression enregistrée était minime, et l'on craignait de plus en plus que le mécontentement en Europe risquerait d'encourager l'expansion du communisme ou du fascisme. Le secrétaire d'Etat américain Georges Marshall proposa, dans un discours prononcé à l'occasion de la remise des diplômes à l'université Harvard, le 5 juin 1947, une nouvelle stratégie de reconstruction dans laquelle les Etats-Unis assureraient des financements substantiels, mais à la condition que les nations européennes travaillent, pour la première fois, de concert à l'élaboration de plans de reconstruction rationnels.

En dépit des objectifs soulevés par les membres isolationnistes du Congrès américain, le président Truman signa, en avril 1948, une loi sur le financement du programme, officiellement baptisé Programme de rétablissement européen. En juin 1952 (date à laquelle le programme prit officiellement fin), les Etats-Unis avaient fourni 13,3 milliards de dollars EU en assistance (montant équivalent à plus de 100 milliards de dollars EU actuels) à seize pays européens. Près de 90% des financements ont pris une forme de dons. Les principaux pays bénéficiaires en dollars EU ont été l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Pour la majorité des principaux Etats bénéficiaires, les financements ont été supérieurs à 1% de leur PIB. Vus dans une perspective américaine, les engagements étaient substantiels et représentaient 1,5% du PIB des Etats-Unis. Le plan Marshall a été près de dix fois supérieur à l'aide publique actuellement au développement des Etats-Unis, qui atteignait, en 2004, 0,16% du PIB.

On considère généralement que le plan Marshall a connu un succès considérable en contribuant à stimuler une croissance et un rétablissement rapides de l'Europe (encore que certains observateurs estiment que ce rétablissement était déjà en cours et serait survenu sans le financement). Souvent considéré comme un modèle (Marshall recevra le prix Nobel de la paix en 1953), le plan Marshall se distingue par de nombreux aspects des programmes d'aide actuels. Fait essentiel, il était destiné à des pays qui jouissaient déjà de revenus relativement élevés, de populations actives hautement qualifiées et d'institutions financières et juridiques établies, ces caractéristiques faisant défaut dans la majorité des pays à faible revenu. Le plan Marshall visait à aider des pays relativement avancés à reconstruire leurs infrastructures et à retrouver les niveaux antérieurs de leur potentiel de production, tandis que les programmes d'aide actuels font face à une tâche beaucoup plus difficile, celle de favoriser la croissance et le développement dans des pays où (dans une large mesure) ces phénomènes ne se sont pas encore produits. Il reste que le plan Marshall et le succès qu'on lui attribue ont établi des fondements des programmes d'aide actuels.

Source : Economie du développement, 3^{ème} édition, Bruxelles, De Boeck (2008), pp.603

B - / Revue de la littérature sur l'aide publique au développement

Avant de passer à la revue de la littérature, nous allons d'abord faire un bref exposé du modèle de Harrod-Domar qui est l'un des modèles de base ayant posé les fondements théoriques de l'aide au développement. Nous exposerons également le modèle de Solow et ses implications en termes de politique d'aide.

1 - / Fondements théoriques de l'aide publique au développement

L'aide publique au développement trouve ses bases théoriques dans le modèle de Harrod-Domar (Jacquet, 2006). Initialement, les travaux de Roy Harrod (1939) et ceux de Evsey Domar (1946) avaient pour but principal d'étudier la relation entre la croissance économique et le chômage dans les économies capitalistes avancées (Gillis *et al*, 1998 ; Perkins *et al*, 2008). Ces deux économistes aboutissent aux mêmes conclusions quant au rôle de l'accumulation du capital dans le processus de croissance économique. D'où le nom du modèle de Harrod-Domar utilisé dans la littérature économique.

Grâce notamment à sa simplicité, le modèle de Harrod-Domar a été largement utilisé par les pays en développement pour déterminer leurs besoins en capitaux (Gillis *et al*, 1998 ; Perkins *et al*, 2008). Ce modèle peut être présenté de la manière suivante :

Soit la fonction de production ci-après :

$$Y = K/v \rightarrow v = K/Y \quad (1)$$

Avec :

Y : la production

K : le capital

v : coefficient du capital (v est constante)

En exprimant l'équation (1) en variation, on obtient :

$$\Delta Y = \Delta K/v \quad (2)$$

Le taux de croissance de la production, étant égal au rapport entre la variation de la production et la production, peut s'écrire sous la forme suivante :

$$g = \Delta Y/Y \quad (3)$$

En combinant l'équation (2) et (3), on obtient :

$$g = \Delta Y/Y = 1/v \cdot \Delta K/Y \quad (4)$$

Etant donné que la variation du capital est égale à l'investissement (I) et que ce dernier résulte de l'épargne (S), alors :

$$\Delta K/Y = I/Y = S/Y = s \quad ; \quad s : \text{le taux d'épargne} \quad (5)$$

En combinant l'équation (5) et (4), on obtient finalement l'expression du taux de croissance de la production (g) :

$$g = s/v \quad (6)$$

Cette équation de base du modèle Harrod-Domar repose la croissance économique essentiellement sur l'investissement, lequel est permis grâce à l'épargne. Ce modèle lance un message très clair : « épargnez davantage et faites des investissements productifs, et votre économie se développera » (Perkins et al, 2008). Le taux de croissance de la production sera d'autant plus élevé que le coefficient de *capital* est faible et le taux d'épargne élevé (Brasseul, 2010).

Par conséquent, pour un objectif de croissance donné, on peut calculer le taux d'épargne nécessaire à la réalisation de l'objectif fixé (le coefficient de capital étant constant). Si l'épargne interne est insuffisante pour la réalisation de l'objectif cible, alors il est possible de

calculer le montant de capitaux étrangers nécessaire pour atteindre les objectifs fixés en matière de croissance économique.

Le modèle de Harrod-Domar, grâce à sa simplicité permet aux pays en développement d'évaluer leurs besoins de capitaux étrangers. Ce modèle a posé les bases de l'évaluation du montant d'aide publique au développement nécessaire aux PED que les Nations-Unis ont évalué en 1970 à 0,7% du PIB des pays riches donateurs (Clemens et Moss, 2006)

La rigidité du coefficient du capital (v) constitue l'une des limites majeures du modèle de Harrod-Domar. Ainsi d'autres modèles économiques (Solow, 1956 ; Rostow : les étapes de la croissance économiques, 1960) sont venus compléter l'analyse du processus du développement.

Solow (1956) aussi met l'épargne et l'investissement au cœur de son modèle. Il fait l'hypothèse de rendement des facteurs décroissants, contrairement au coefficient du capital (v) qui est constant dans le modèle de Harrod-Domar. Le modèle de Solow prédit un rattrapage à long terme des pays riches par les pays pauvres. Il postule que plus le taux d'épargne du pays est élevé plus le pays converge rapidement vers son équilibre stationnaire de long terme de niveau élevé.

Ainsi si toutes les économies avaient les mêmes caractéristiques structurelles (taux de croissance économique, taux de croissance démographique, taux d'épargne, etc.), alors elles tendraient toutes vers un même état stationnaire de long terme et les pays en développement rattraperaient les pays dits développés. On parlerait, dans ce cas, de convergence absolue. Cependant, l'existence de profondes différences structurelles entre les pays fait qu'ils ne tendent pas tous vers le même équilibre de long terme d'où l'idée de la convergence conditionnelle. Celle-ci postule que seules les économies ayant des caractéristiques structurelles plus ou moins identiques convergeront vers le même équilibre de long terme (Barro, 2000).

Par conséquent, il existerait plusieurs équilibres, dont celui vers lequel convergent les pays pauvres. Ce dernier équilibre est généralement appelé dans la littérature économique « trappe à pauvreté » ou encore « piège de sous-développement » (Berthélemy, 2006). Le graphique ci-dessous nous permet de mieux saisir l'impact de l'aide au développement dans un modèle néo-classique sur le processus de développement des pays pauvres qui sont tombés dans le « piège du sous-développement ».

Encadré n°2 : Rappel sur le modèle néo-classique de la croissance

Soit la fonction de production suivant :

$$Y = F(K, L) = K^\alpha (L)^{1-\alpha} \quad \text{avec } 0 < \alpha < 1 \quad \text{avec}$$

α : élasticité du revenu (Y) par rapport au capital

Elle a des rendements constants et de « bonnes propriétés » :

$$F(0) = 0 \quad F(\infty) = \infty \quad F' > 0 \quad F'' < 0$$

Autrement dit, on ne peut pas produire sans capital et la production croit toujours avec l'augmentation du capital par tête ($\frac{K}{L}$) : k

$$f(k) = \frac{Y}{L} = \frac{k^\alpha (L)^{1-\alpha}}{L} = k^\alpha$$

La fonction de l'investissement (I_t) est de type keynésien :

$$I_t = \dot{K} = sY_t - \delta K_{-t}$$

$$\frac{\dot{k}}{k} = \frac{\dot{K}}{K} - \frac{\dot{L}}{L} = \frac{sY_t}{K} - (n + \delta)$$

Avec \dot{K} : la variation du stock du capital s : taux d'épargne

n : Le taux de croissance de la population I_t : l'investissement de l'année t

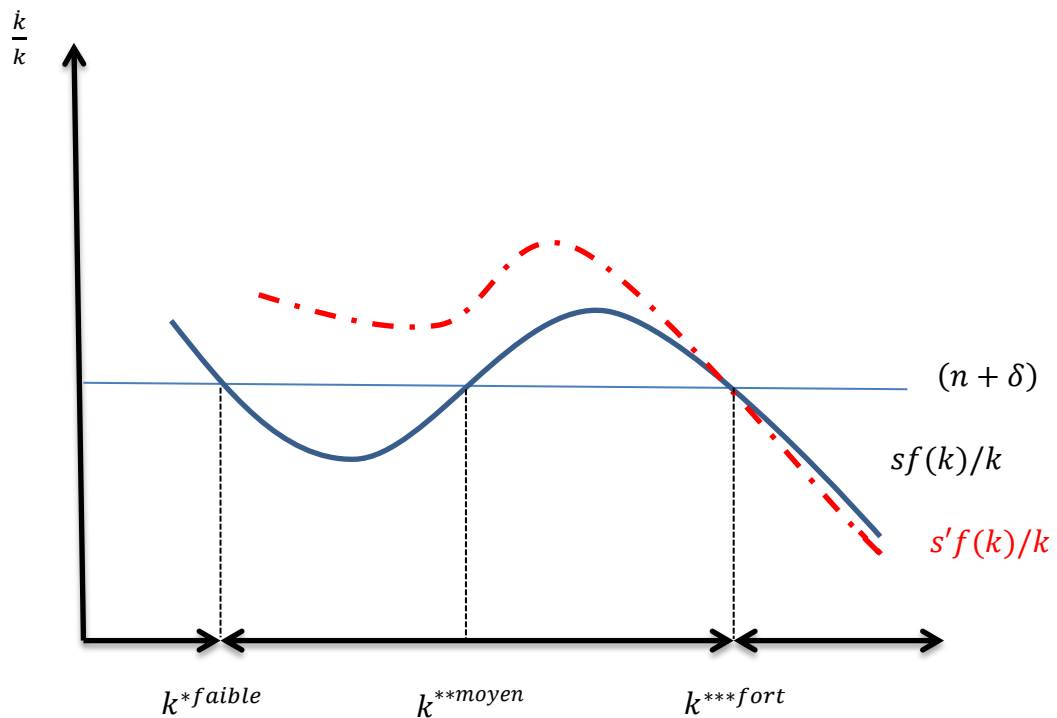
δ : Le taux de dépréciation du capital K_{-t} : le stock de capital de l'année précédente

Sous l'hypothèse de la décroissance de la productivité moyenne, la résolution de ce modèle conduit l'économie à un niveau de croissance du capital par tête ($\frac{\dot{k}}{k}$) stable et nul appelé état stationnaire. C'est-à-dire au niveau où :

$$\frac{\dot{k}^*}{k} = sf(k)/k - (n + \delta) = 0 \quad \leftrightarrow \quad sf(k)/k = (n + \delta)$$

\dot{k}^* : La variation du capital par tête à l'état stationnaire

Graphique 1 : La sortie du piège de la pauvreté grâce à l'aide



Source : Inspiré de Yildizoglu (www.vcharite.univ-mrs.fr)

Nous supposons ici l'existence de deux équilibres stables de long terme $k^{*faible}$ et $k^{*faible}$ qui sont respectivement l'équilibre stationnaire de long terme de niveau de capital par habitant faible (piège de pauvreté) vers lequel convergent les pays pauvres et l'équilibre stationnaire de long terme de haut niveau vers lequel convergent pays dits émergents. L'équilibre intermédiaire k^{*moyen} est instable car si une économie possède un niveau de capital par habitant (k) supérieur au niveau de capital par habitant moyen (k^{*moyen}) alors celle-ci tendra vers l'équilibre stationnaire de haut niveau. Dans le cas contraire ($k < k^{*moyen}$) l'économie convergera vers l'équilibre de faible niveau. Et donc restera dans le « piège du sous-développement ».

Par conséquent, l'existence de plusieurs équilibres stables de long terme implique « qu'un pays pauvre ne peut sortir de la pauvreté à moins que des initiatives politiques ne soient prises pour modifier les conditions initiales, de manière à ce que ce pays puisse « sauter » en dehors de son équilibre initial, stable et bas, vers un autre équilibre, également stable, caractérisé par un niveau de revenu plus élevé » (Berthélemy, 2006).

Et donc, on peut raisonnablement imaginer que, lorsque l'épargne intérieure d'un pays est faible, le recours aux capitaux étrangers vienne booster l'économie de ce pays hors du « piège du sous-développement ». En effet, on peut bien supposer des phases de croissance économique induites par des rendements croissants associés au flux d'aide au développement. Si les transferts d'APD sont assez importants, de sorte à couvrir la dépréciation du capital (δ) et que l'intensité capitaliste (k) de l'économie décline hors du « piège du sous-développement », alors le pays convergerait vers l'équilibre stable de capital par habitant de haut niveau (k^{**fort}). L'aide au développement apparaît donc, dans ce cas, comme indispensable pour tirer les pays pauvres du « piège du sous-développement ». C'est le point de vue de Sachs (2005) qui suggère, dans le rapport qu'il a réalisé pour le compte des Nations-Unis, un accroissement important et durable des transferts des pays donateurs en termes d'APD. Ce « *big push* » permettrait au Pays les Moyens Avancés (PMA) de combler leurs handicaps structurels² et donc les mettrait sur un sentier de croissance économique de niveau élevé tel qu'il est représenté sur le graphique par la courbe en pointillés.

Cependant, il est évident que l'aide publique au développement ne peut augmenter indéfiniment pour couvrir l'ensemble des besoins de capitaux extérieurs des pays en développement. Ainsi pour un montant total donné d'APD, doit-on réduire le nombre de bénéficiaires afin de réaliser le « *big push* » dans un nombre restreint de pays ? Si oui, sur quelles critiques va s'opérer la sélection des pays bénéficiaires ? Cet apport de la sélectivité de l'APD est abordé dans la section suivante.

Un autre modèle qui pourrait également permettre de justifier l'APD est celui de Rostow (1960) en ce sens que le « décollage » se réalise grâce, notamment à un taux d'épargne relativement élevé. Ainsi, l'épargne étrangère pourrait éventuellement être le catalyseur de ce « décollage ».

² Voir Guillaumont P. (2008), *The Move out of the trap. The least Developed Countries*, Economica, Paris.

2 - / Revue de la littérature sur l'aide publique au développement

Depuis plusieurs décennies, la littérature économique alterne des avis différents quant au rôle positif de l'aide publique au développement dans le processus de développement des pays du Sud. L'impact de l'APD est souvent mesuré en termes de croissance économique induite par les capitaux étrangers (publics).

Dès les premières décennies de l'après-guerre (seconde guerre mondiale), des économistes tels que Milton Friedman (1958), Bauer P. (1972) se sont montrés très critiques vis-à-vis de l'aide publique au développement, affirmant son inefficacité. Ils soulignent que l'APD a un effet négatif sur la croissance des pays en développement en ce sens qu'elle encourageait la mauvaise gestion et ne bénéficiait qu'à une certaine oligarchie des PED au détriment des populations. Haïti et la Somalie furent cités comme exemples. Ils vont même jusqu'à préconiser son élimination. Le détournement de l'aide de leur objectif à des fins personnelles constitue ainsi l'un des principales causes de son inefficacité. Papanek (1973), quant à lui, trouve un effet positif de l'aide sur la croissance (Radelet et *al*, 2004, 2005).

A la suite des travaux de Cassen (1985) : « Does Aid Work ? », le débat sur l'efficacité de l'aide au développement monte en puissance. Mosley (1987) formule le paradoxe « micro-macro » de l'aide au développement. Ce paradoxe postule que l'on pouvait bien constater et évaluer l'efficacité des projets mis en place sur le terrain dans le cadre de l'aide au développement et que par contre il était quasi-impossible de détecter un impact positif de l'aide au développement au niveau global ; c'est-à-dire sur la croissance économique (Severino et Charnoz, 2003 ; Roland-Holst et Tarp, 2003). Elliot Berg (1997) détecte des effets pervers de l'aide sur les décisions des gouvernants des pays bénéficiaires (Lecomte et Naudet, 2000 ; Nafiou, 2009). Ces « effets négatifs sont des candidats potentiels pour expliquer le paradoxe micro-macro. Si l'on admet que l'aide peut avoir des effets agrégés négatifs sur le développement du pays receveurs, alors on peut imaginer que ces effets contrebalancent les réalisations et succès ponctuels et annulent leurs effets au niveau d'ensemble. » (Lecomte et Naudet, 2000).

Les premières études économétriques (Mosley et Hudson, 1996) qui tentaient de déterminer l'impact de l'aide au développement sur la croissance économique, concluaient en l'absence d'une relation significative entre l'aide et la croissance économique. Autrement dit, l'aide n'a pas d'effet sur la croissance économique ; donc elle est inefficace (Lecomte et Naudet, 2000).

A l'opposé de ces travaux très critiques, quant à l'efficacité de l'aide, certains chercheurs trouvent des effets positifs de l'aide dans le processus de développement des pays du Sud. Des économistes tels que Stiglitz (2002), Stern (2002) et Sachs (2004), eux, défendent l'idée que l'aide a, en général, un effet positif sur les pays receveurs, en dépit de quelques échecs remarquables. Ils en veulent pour exemple la Corée, le Botswana et l'Indonésie ou encore, plus récemment, la Tanzanie et le Mozambique. Une autre preuve de l'efficacité de l'aide s'est traduite, disent-ils, par le recul des indicateurs de pauvreté et la progression rapide des indicateurs d'éducation et de santé ces 4 dernières décennies suite à la généralisation de l'aide. Sachs plaide pour une augmentation massive des flux d'aide. Ces chercheurs imputent également l'inefficacité de l'aide dans de nombreux cas à l'attitude des pays donateurs qui cherchent avant tout à renforcer des liens stratégiques avec les pays en développement (Radelet et *al*, 2004, 2005).

La littérature sur l'aide publique au développement s'articule essentiellement donc autour de la relation entre aide et croissance économique, bien que celle-ci ne soit pas l'unique objectif de l'aide au développement. Radelet et *al*, (2004) distinguent trois courants sur l'efficacité de l'aide.

Le premier courant regroupe les auteurs (tels que Bauer, Griffen et Enos, Mosley et *al*, Boone) qui ne trouvent pas d'effet positif entre l'aide au développement et la croissance, et postulent même que l'aide peut être un frein à la croissance. Ce premier groupe de chercheurs base leur thèse sur le possible détournement des fonds octroyés pour des fins extra-économiques (achat de biens de luxes pour les gouvernants, maintien au pouvoir de gouvernements,...). L'idée du syndrome hollandais fût également soulignée par ce courant dans la mesure où des flux massifs de capitaux pourraient entraîner une appréciation de la monnaie, causant ainsi la perte de compétitivité du pays receveur.

A l'opposé du courant précédent, le deuxième groupe de chercheurs (Levy, Papanek) trouve une relation positive entre aide et croissance économique. Hajimichael et *al*, (1995), Dalgard et Hansen (2000), et d'autres chercheurs, acceptent que cette relation n'a pas toujours été positive et que, généralement, une hausse substantielle des apports extérieurs de capitaux (aide) était associée à une croissance plus forte.

Enfin le dernier courant, plus récent, conditionne l'efficacité de l'aide par la présence de certaines conditions qui lui sont favorables. La première tendance de ce courant repose l'efficacité de l'aide sur les caractéristiques des pays receveurs telles que la présence de

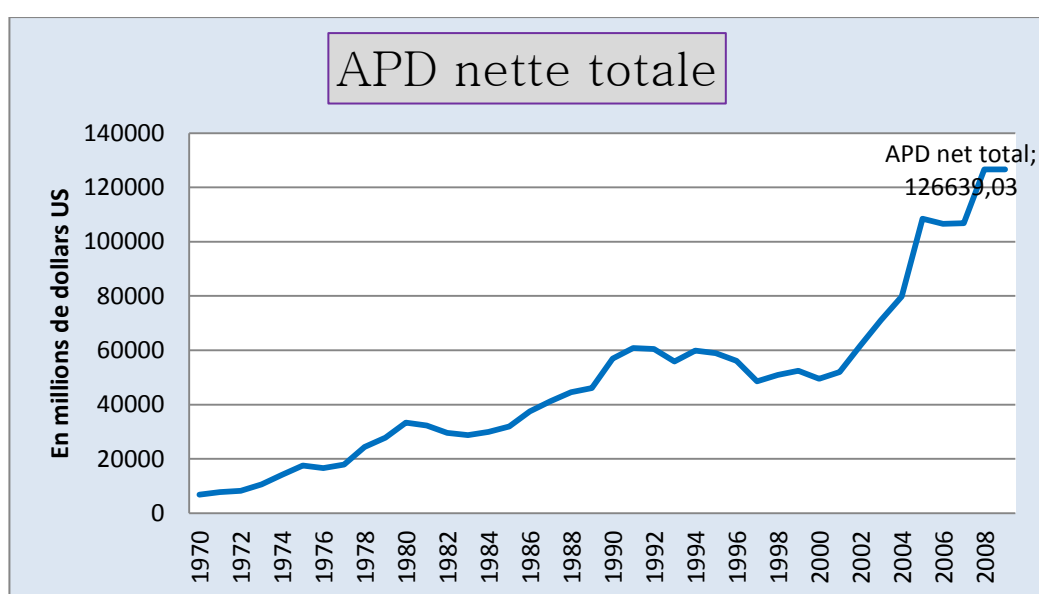
bonnes politiques économiques et de bonnes institutions (Burnside et Dollar 1997, 2000 ; Collier et Dollar 2002). Guillaumont et Chauvet (2001,2002) ont souligné les termes de l'échange et l'aspect climatique. La seconde tendance met l'accent sur les pratiques des pays donateurs telles que les conditionnalités.

La littérature sur l'aide au développement est non exhaustive. Nous présenterons en annexe 1 un tableau résumant l'évolution de la littérature économique à ce sujet. Cependant celle-ci est dominée depuis la fin des années 1990 par la tendance mettant au cœur de l'efficacité de l'aide l'existence de « bonnes politiques économiques » et de « bonnes institutions ». Ainsi, il nous paraît donc nécessaire de présenter les modèles de bases qui sous-tendent cette approche (Burnside et Dollar 1997, 2000 ; Collier et Dollar 2001, 2002) et également de poser le débat qui les entoure (critiques).

SECTION 2 : L'EFFICACITE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

La dynamique de la réflexion scientifique sur l'efficacité de l'APD est montée en puissance au lendemain de la chute du mur de Berlin, qui annonce ce que Fukuyama (1992) qualifie de « la fin de l'histoire » (Severino et Ray, 2011). Plus couramment désignée comme l'acte final de la fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin coïncide également avec le début du déclin de l'aide publique au développement (voir graphique ci-après). Ce qui tend à confirmer que l'APD était essentiellement guidée, durant cette période, par des objectifs géopolitiques (Severino et Ray, 2011 ; Lecomte et Naudet, 2000).

Graphique 2 : Evolution de l'aide publique au développement nette totale de 1960 à 2009



Source : CNCUD, UNCADstat, Ressources financières du secteur officiel, annuel, 1960-2009

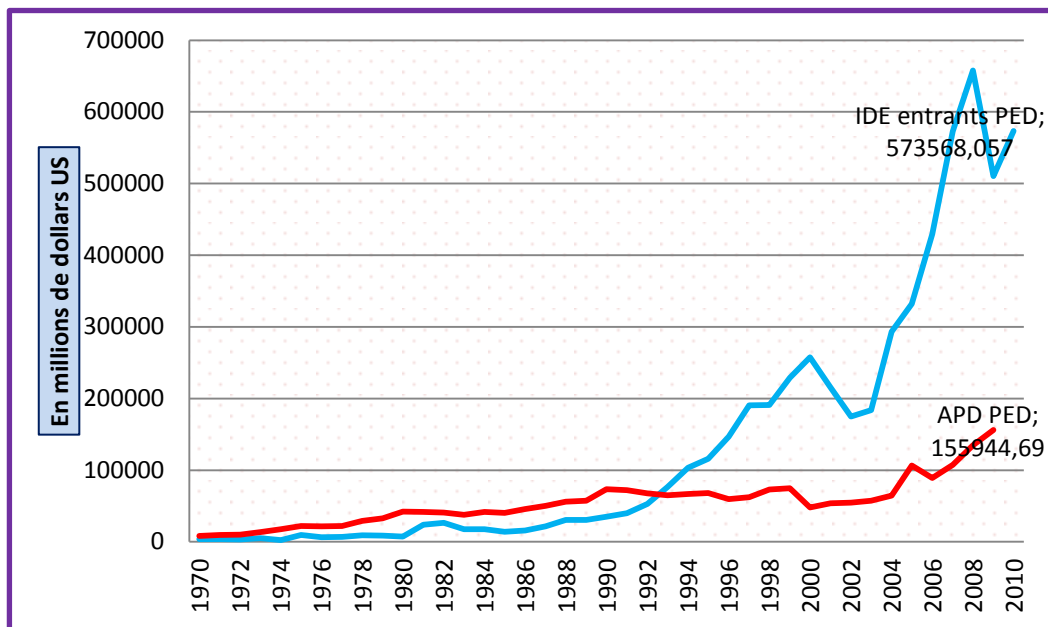
Entre 1991 et 1997, l'aide publique au développement reçue par les pays en développement est passée de 58 milliards de dollars US à 45 milliards de dollars, soit une baisse de 22%.

La chute de l'APD est aussi liée aux contraintes budgétaires qui pèsent sur de nombreux pays développés, notamment ceux de l'Europe qui ont subi de plein fouet la réunification de

l'Allemagne et qui se sont engagés à respecter les critères de Maastricht. Cette crise économique pesante sur les budgets des Etats a entraîné une plus grande rigueur dans la gestion des finances publiques. Ce qui a joué négativement sur l'évolution de l'aide publique au développement (OCDE, 2011 ; Amprou et Chauvet, 2004).

Il faut aussi souligner que la chute de l'aide publique au développement dans les années 1990 est aussi concomitante avec l'ouverture croissante des économies. L'étude de Williamson (1990), connue dans la littérature économique sous le nom du « Consensus de Washington », pose la charte d'une nouvelle vision de l'économie mondiale et du rôle réduit de l'Etat dans l'économie. Le Consensus de Washington laisse plus de place à l'initiative privée. Ainsi dans ce contexte de la globalisation économique, l'investissement direct étranger est considéré comme étant à même de promouvoir le développement dans les pays du Sud. L'évolution croissante des volumes de l'IDE vers les PED, entreprise au milieu des années quatre-vingt, dépassera celle de L'APD au cours des premières années de la décennie 1990, pour devenir ainsi la première source de financement extérieur pour les pays en développement (voir graphique 2).

Graphique 3 : Evolution de l'APD et de l'IDE vers les pays en développement



Source : Source : CNCUD, UNCADstat

Décriée dans de nombreuses études et dans cette conjoncture défavorable, l'aide au développement va, à nouveau, prendre place dans les débats internationaux et académiques à partir de 1998 suite au rapport de la Banque Mondiale sur l'efficacité de l'aide : *Assessing Aid* (1998). Ce rapport de la Banque Mondiale lance l'idée de la sélectivité des pays bénéficiaires de L'APD en soutenant que l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance économiques « dépend de la qualité des politiques économiques des pays en développement » (Amprou et Chauvet, 2004). Cette éligibilité ex ante à l'APD résulte des travaux de Burnside et Dollar (1997).

Ainsi nous présenterons dans un premier temps le modèle de Burnside et Dollar (1997, 2000). De même dans cette logique de sélectivité des pays receveurs de l'APD, le modèle de Collier et Dollar (2001, 2002), qui introduit une allocation optimale en termes de réduction de la pauvreté, sera présenté dans un second temps.

A - / Le modèle de Burnside et Dollar (1997, 2000)

Alors que l'aide publique au développement traversait une crise, la Banque mondiale (1998) relance le débat sur l'efficacité de l'aide en s'appuyant sur les travaux de Burnside et Dollar (Amprou et Chauvet, 2004). Parce qu'ils sont au cœur des débats et de la réflexion contemporaine sur l'efficacité de l'APD, les travaux de Burnside et Dollar (1997, 2000) seront exposés. Ensuite, nous en tirerons les implications en termes d'efficacité et d'éligibilité à l'APD. Pour finir, les critiques formulées en l'encontre de l'approche de Burnside et Dollar seront revisitées.

1 - / Le modèle et ses implications en termes de sélectivité

L'idée de Burnside et de Dollar, et reprise par la Banque Mondiale dans son rapport de 1998, est que l'impact de l'aide au développement en termes de croissance dépend de l'environnement économique et institutionnel du pays receveurs de l'aide. Autrement dit l'efficacité de l'aide en termes de croissance est fonction de la qualité des politiques économiques du pays bénéficiaires de l'aide au développement. Cette conclusion est tirée de leur étude économétrique dans laquelle, les auteurs précités tentent de répondre aux questions suivantes :

- (1) Est-ce que l'effet de l'aide sur la croissance est conditionnel aux politiques économiques ?
- (2) Est-ce que les gouvernements et organismes donateurs doivent allouer plus d'aide aux pays ayant de bonnes politiques économiques ? (Burnside et Dollar, 2000).

Pour ce faire les auteurs estiment les deux équations suivantes :

$$g_{it} = \gamma_{it}\beta_y + a_{it}\beta_a + P'_{it}\beta_P + a_{it}P'_{it}\beta_1 + z'_{it}\beta_z + g_t + \varepsilon^g_{it} \quad (1)$$

$$a_{it} = \gamma_{it}\gamma_y + P'_{it}\gamma_P + z'_{it}\gamma_{it} + a_t + \varepsilon^a_{it} \quad (2)$$

Avec :

i : l'indice du pays

t : Indice du temps

g_{it} : Le taux de croissance du PIB réel par habitant

γ_{it} : Le logarithme du PIB réel initial par habitant

a_{it} : Le rapport en l'aide reçue et le PIB (aide/PIB)

P'_{it} : Indicateur agrégé des politiques économiques affectant la croissance économique

z'_{it} : Un ensemble de variables exogènes pouvant affecter la croissance et l'allocation de l'aide (fragmentation ethnolinguistique, la profondeur financière – M2/PIB –, les assassinats politiques, la qualité des institutions, et une variable de contrôle pour l'Asie de l'Est et l'Afrique subsaharienne)

g_t et a_t : constants dans le temps.

ε^g_{it} et ε^a_{it} : les termes d'erreurs

Ils incluent dans leur équation économétrique de croissance une variable qui représente l'aide au développement et une autre qui représente l'interaction entre l'aide au développement et l'indicateur de politique économique. Cette dernière variable sert à saisir l'effet marginal de l'aide sur la croissance en fonction des politiques économiques du pays receveur de l'aide. Les auteurs utilisent un indicateur composite de politiques économiques qui prend en compte

l'équilibre budgétaire, l'ouverture commerciale et la maîtrise de l'inflation pour juger que la qualité des politiques économiques. Burnside et Dollar (2000) obtiennent l'indicateur de politique économique suivant en pondérant les trois variables de politiques économiques grâce à la régression (1) (voir l'annexe 2-1) et dont les résultats les plus importants sont présentés dans le tableau ci-après :

$$P' = 1,28 + 6,85 \times \text{Surplus budgétaire} - 1,40 \times \text{Inflation} + 2,16 \times \text{Politique d'ouverture commerciale}$$

(3)

Avec :

1,28 : le taux de croissance prédit pour un pays compte tenu de son surplus budgétaire, de son inflation et de son ouverture commerciale.

Tableau 1 : Résultats Burnside et Dollar (2000) sur l'indicateur de politique économique

Méthode d'estimation	(1)		(2)
	MCO	MCO	DMC
PIB initial	- 0,65 (0,55)	-0,61 (0,58)	-0,74 (0,62)
Surplus budgétaire	6,85** (3,39)	7,00** (3,38)	6,49** (3,37)
Inflation	-1,40** (0,41)	-1,40** (0,41)	-1,40** (0,41)
Ouverture commerciale	2,16** (0,51)	2,12** (0,50)	2,25** (0,54)

Source : Burnside et Dollar, 2000, page 854.

Cette indicateur de politique économique est ensuite introduit dans les estimations de croissance économique, à la fois de manière linéaire et en interaction avec la variable d'aide

au développement (Amprou et Chauvet, 2004). Le tableau 2 présente les résultats les plus importants des estimations économétriques de croissance (voir annexe 2-2) réalisées par Burnside et Dollar compte tenu de l'indicateur de politique économique. Les auteurs ont également introduit une variable d'aide au carré en interaction avec l'indicateur de politique économique dans les colonnes 3 et 4. Cette spécification est la mieux adaptée, selon eux, pour prendre en compte les rendements marginaux décroissants de l'aide au développement.

Tableau 2 : Résultats de Burnside et Dollar (2000) tirés de la régression de croissance

		(3)		(4)		(5)	
Méthode d'estimation		MCO	DMC	MCO	DMC	MCO	DMC
Qualité institutionnelle		0,64** (0,17)	0,63** (0,17)	0,67** (0,17)	0,68** (0,19)	0,69** (0,17)	0,66** (0,18)
Indicateur de politique éco	de	1,00** (0,14)	1,01** (0,14)	0,78** (0,20)	0,65** (0,30)	0,71** (0,19)	0,74** (0,20)
Aide/PIB		0,034 (0,12)	-0,12 (0,18)	0,49 (0,12)	-0,10 (0,21)	-0,021 (0,16)	-0,32 (0,36)
(Aide/PIB) x Indicateur de politique éco	de	—	—	0,20** (0,09)	0,37 (0,33)	0,19** (0,07)	0,18* (0,10)
(Aide/PIB)² x Indicateur de politique éco	de	—	—	-0,019** (0,0084)	-0,038 (0,038)	—	—

Source : *Burnside et Dollar, 2000, page 856.*

Le tableau 2 nous permet de déduire l'équation de la croissance du modèle de Burnside et Dollar (2000) :

$$\text{Croissance} = 0,6 \times (\text{PIB initial par habitant}) - 0,21 \times (\text{Aide/PIB}) + 0,71^{**} \times (P') + 0,19^{**} \times (\text{Aide/PIB} \times P') + \gamma z'$$

(4)

$$\bar{R}^2 = 0,36$$

** : significatif au seuil de 5%

L'équation de croissance économique (4) estimée par Burnside et Dollar (2000) fait apparaître un coefficient de l'aide (-0,21) non significatif. Autrement dit, le volume d'aide n'a pas d'effet significatif sur la croissance économique du pays receveur. Par contre les auteurs obtiennent un effet significatif du terme croisé de l'aide et de l'indicateur de politique économique (0,19**). Ce qui signifie de l'aide au développement n'est efficace en termes de croissance que dans un pays où les politiques économiques sont saines.

Cependant il faut souligner que dans la régression de la colonne 4, le terme croisé de l'aide et de l'indicateur de politique économique apparaît comme non significatif (0,37). Burnside et Dollar suspectent 5 points aberrants (Gambie 1986-1989, 1990-1993 ; Guyane 1990-1993 ; Nicaragua 1986-1989). Après avoir exclu ces points aberrants, les auteurs obtiennent un terme croisé de l'aide et de l'indicateur de politique économique significatif, à la fois par la méthode des moindres carrés ordinaires (0,19**) et par la méthode des doubles moindres carrés (0,18*). Le terme quadratique de l'aide croisé avec l'indicateur de politique économique, lui, devient non significatif à la suite de l'élimination dans l'échantillon (275 observations) des points aberrants.

Suite à ces estimations économétriques, Burnside et Dollar (2000) peuvent, en fin, répondre à leurs deux questions initialement posées. D'abord leurs travaux économétriques leur permettent de conclure que l'aide au développement n'est efficace en termes de croissance que dans un environnement macroéconomique sain, c'est-à-dire dans un pays ayant de bonnes politiques économiques. Etant donné que le volume d'aide n'a pas d'effet significatif sur la croissance, les auteurs postulent, pour répondre à leur seconde question, que l'aide doit être allouée au pays en développement ayant mise en place de bonnes politiques économiques.

Cette forte conclusion, quant à l'efficacité de l'aide au développement, accompagnée d'une règle de répartition géographique de l'aide, pose les bases de la sélectivité de l'APD (Guillaumont et Guillaumont, 2006).

Reprise par de nombreuses institutions multilatérales, notamment la Banque Mondiale, l'approche de la sélectivité ex ante de l'aide au développement de Burnside et Dollar marque le début d'une nouvelle vision de l'analyse de la relation entre aide et croissance. La Banque Mondiale soutient, dans son rapport de 1998 (*Assessing Aid*), que c'est parce que l'aide est fongible que les pays donateurs doivent réduire les fonds alloués aux pays ayant de mauvaises politiques économiques. La fongibilité de l'aide est la possibilité qu'un gouvernement receveur d'aide détourne une partie des fonds alloués pour un secteur bien défini lors de la signature d'un programme d'aide vers un autre secteur ou pour sa propre consommation (Amprou 2004).

Les bailleurs de fonds doivent, dans ce cas, augmenter le dialogue avec les pays concernés afin que ces derniers mettent en place de bonnes politiques économiques et renforcent leurs institutions. Une fois l'objectif atteint, l'aide peut être fournie en grande quantité car, selon elle (la Banque Mondiale), c'est seulement dans un environnement macroéconomique sain que l'aide au développement a un impact positif significatif sur la croissance. Outre l'argument de la fongibilité de l'aide avancé pour défendre l'idée de la sélectivité ex ante de l'aide, la Banque Mondiale soutient aussi que l'APD n'a pas d'effet sur les réformes économiques et institutionnelles. Elle en veut pour exemple l'échec de la conditionnalité attachée aux déboursements. Cette conditionnalité de l'APD devrait théoriquement obliger les pays en développement candidats à l'APD de mener des formes en contrepartie de l'aide et en plus le déboursement des tranches d'aide restant était conditionné à la mise en œuvre des réformes ciblées par les deux parties. Le constat après vingt années d'application révèle que la conditionnalité n'est pas l'outil le mieux approprié pour obtenir des réformes dans les pays en développement (Amprou et Chauvet, 2004).

Trois arguments peuvent être invoqués pour justifier l'échec de la conditionnalité. D'abord la politique du gouvernement est, dans le long terme, influencée par les clivages politiques internes. Ensuite, les conditionnalités, telles que formulées, ne sont pas toujours les mieux appropriées. Et enfin, les sanctions ne sont pas toujours crédibles, puisque les versements des tranches d'aide sont parfois effectués par les donateurs sans que les engagements du gouvernement receveur ne soient respectés (Amprou, 2004).

Guillaumont (1995) souligne que : « il est fréquemment apparu que les conditions de politique économique étaient acceptées sans conviction, en raison de l'urgence d'obtenir un financement. Dans cette perspective, l'engagement formel à opérer des réformes est devenu le prix à payer pour obtenir de l'argent. » (Amprou et Chauvet, 2004).

La thèse de Burnside et Dollar a également trouvé écho chez les bailleurs de fonds. De nombreux pays donateurs, notamment le Royaume-Uni, le Canada et les Etats Unis, l'ont repris. « Elle fut amplement évoquée à Monterrey lors de la conférence des Nations -Unies sur le financement du développement en 2002, notamment par le Président Georges W. Bush, qui a ainsi justifié la création par les Etats-Unis du Millennium Challenge Account chargé d'accorder cinq milliards de dollars d'aide supplémentaire à quelques pays sélectionnés en fonction de la qualité de leur politique économique et de leurs institutions. » (Guillaumont et Guillaumont, 2006). L'approche de Burnside et Dollar est devenue également le centre de nombreuses réflexions, aussi bien chez les praticiens du développement que dans le milieu académique. Cette nouvelle approche de l'analyse de l'efficacité de l'aide en termes de croissance économique a fait l'objet de nombreuses critiques.

2 - / Les critiques du modèle

Si la thèse de Burnside et Dollar a trouvé un bon accueil chez de nombreux bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, elle fait l'objet de nombreuses critiques. Critiques de l'hypothèse de l'absence d'effet de l'aide au développement sur les réformes, critiques de l'indicateur composite de politique économique et enfin critiques quant à la robustesse des résultats économétriques des auteurs (Amprou et Chauvet, 2004).

D'abord l'hypothèse selon laquelle l'aide au développement n'a pas d'effet sur les réformes a été remise en cause. Un effet positif mais faible de l'aide sur les politiques économiques a été détecté par les études économétriques en coupes transversales. Ainsi pour Guillaumont et Chauvet (2004), si on admet que l'aide peut pousser un pays demandeur d'aide à améliorer sa politique macroéconomique, alors l'impact de l'aide sur les politiques économiques serait d'autant plus important qu'initialement les politiques sont mauvaises. A l'aide d'une étude économétrique prenant en compte la qualité initiale des politiques économiques, les auteurs parviennent à mettre en exergue leur idée. Leur étude montre aussi que l'efficacité de l'aide dépend plus des perspectives d'amélioration de l'environnement macroéconomique que de sa

qualité présente. D'autres études économétriques ont également souligné que l'aide pouvait inciter des pays en développement à mettre en œuvre des réformes en ce sens qu'elle permettrait d'atténuer le coût de l'ajustement des réformes que peut subir une certaine partie de la population (Amprou et Chauvet, 2004).

La seconde vague de critiques du modèle de Burnside et Dollar (1997, 2000), porte sur l'indicateur de politique économique qui sert à juger de la bonne ou mauvaise qualité de l'environnement macroéconomique du pays. Les critiques portent, à la fois, sur les variables choisies par Burnside et Dollar (l'inflation, le surplus budgétaire et l'ouverture commerciale) et sur la manière dont elles ont été pondérées.

Burnside et Dollar (2000) utilisent l'indicateur de Sachs et Warner (1995) pour mesurer l'ouverture commerciale. Un pays est dit fermé au sens de Sachs et Warner si une de ces conditions suivantes est au moins vérifiée : « (1) taux moyen de droits de douane supérieur à 40% ; (2) taux de barrières non-tarifaires couvrant plus de 40% des importations ; (3) système économique socialiste ; (4) monopole d'Etat sur les exportations principales ; (5) prime sur le marché parallèle et des changes supérieure à 20% pendant les années 1970 ou 1980. » (Amprou et Chauvet, 2004).

Cet indicateur d'ouverture commerciale, n'est pas exempt de critiques. Rodriguez et Rodrik (2001) doutent de la pertinence de cet indicateur en indiquant que l'existence d'une prime élevée persistante sur le marché parallèle est souvent synonyme d'une fragilité politique, d'une inflation importante. Ils soulignent un double biais quant à la variable monopole d'Etat sur les exportations dû au fait que seuls les pays africains concernés par les PAS (années 1980) sont pris en compte dans l'étude de la Banque Mondiale servant à définir la variable précitée. Rodriguez et Rodrik (2001) montrent également que les restrictions commerciales et le système économique ont une contribution très marginale à l'indicateur de politique d'ouverture commerciale. Lensink et White (2000), en soulignant qu'une politique ayant pour but de réduire l'inflation qui est déjà à niveau faible a un effet pervers sur la croissance, remettent en cause la pertinence de l'utilisation par Burnside et Dollar de l'inflation pour appréhender la politique économique. Quant à l'équilibre budgétaire, il peut être obtenu grâce à une hausse du taux d'imposition ou par la baisse des charges de l'Etat. Et chacune de ces approches n'a pas le même impact sur l'économie réelle. Enfin, la dernière critique concernant l'indicateur de politique économique porte sur la manière dont les variables ont été

pondérées. Certains chercheurs pensent que la pondération pouvait être différente pour certains pays (Amprou et Chauvet, 2004).

La dernière série de critiques formulées à l'encontre du modèle Burnside et Dollar (2000) porte sur la robustesse de leurs résultats économétriques. Alors que Burnside et Dollar ont utilisé dans leurs régressions économétriques l'aide agrégée, Clemens et *al.*, (2004) répartissent l'aide en trois catégories. Ils distinguent l'aide humanitaire (aide alimentaire, aide d'urgence, aide de secours de catastrophe), l'aide ayant un impact à court terme (allègement de la dette, aide au soutien budgétaire, aide à la construction d'infrastructures et à la production,..) et en fin l'aide ayant un impact à long terme (santé, éducation, protection de l'environnement,...). A la suite de leurs régressions économétriques, ils obtiennent les résultats suivants : l'aide ayant un impact sur la croissance à court terme est significatif au seuil de 10% et est égale au triple de l'aide agrégée. Les auteurs trouvent un coefficient de l'aide ayant un impact à long terme non significatif et faible tandis que celui de l'aide humanitaire est négatif. Ces résultats, plutôt que de conclure que l'aide humanitaire et l'aide ayant un impact à long terme n'ont pas d'effet sur la croissance, révèlent selon les auteurs que l'horizon temporel de 4 ans ne permet pas de saisir les effets sur la croissance. Ainsi une méthode économétrique plus pointue pourrait être utilisée à cet effet (Radelet et *al.*, 2004).

D'autres chercheurs pensent que certains points qualifiés d'aberrant par Burnside et Dollar ne le sont pas et auraient dû être inclus dans les régressions. La prise en compte de ces points changerait fortement les résultats de Burnside et Dollar (2000), quant à la justification de la sélectivité ex ante de l'aide basée uniquement sur la qualité des politiques économiques. Certains chercheurs, (tel que Guillaumont et Chauvet, 2001), en ajoutant de nouvelles variables, ont mis en évidence le caractère fragile des conclusions de Burnside et Dollar en ce sens que cette nouvelle spécification fait perdre à l'indicateur de politique économique son caractère significatif (Amprou et Chauvet, 2004). Guillaumont et Chauvet (2002), ont aussi montré, à l'aide d'un modèle aide-croissance, que la vulnérabilité économique du pays (chocs commerciaux et climatiques) avait un impact sur l'efficacité de l'aide. Certes ces facteurs impactent négativement la croissance, mais leur effet sur l'efficacité de l'aide est positif. En effet l'aide permet dans ce cas d'amortir le choc. Elle permet au pays receveur de ne pas sombrer dans la crise en assurant temporairement l'approvisionnement, la consommation, etc. Par conséquent, l'aide est marginalement d'autant plus efficace que le pays est vulnérable (Guillaumont et Gwénoélé, 2010 ; McGillivray, 2003). L'étude de Hansen et Tarp (2001) conclue en l'existence d'une relation entre l'aide et la croissance mais non subordonnée à

l'indicateur de politique économique retenu par Burnside et Dollar. D'ailleurs la Banque Mondiale (1998) a souligné la faible robustesse des résultats des auteurs.

Comme souligné précédemment, l'approche de Burnside et Dollar, selon laquelle l'efficacité de l'aide au développement est fonction de la qualité des politiques économiques du pays receveur, a reçu un bon accueil chez de nombreux bailleurs de fonds. Ainsi avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (2000), Collier et Dollar (2001,2002) ont tenté de déterminer une allocation optimale de l'aide, basée sur la sélectivité ex ante en fonction des politiques économiques, permettant de maximiser la réduction de la pauvreté dans le monde.

B - / Le modèle de Collier et Dollar (2002)

Au début des années 2000, l'Assemblée générale des Nations-Unies réunie à News York (en septembre), a adopté huit grands objectifs, appelés Objectifs du millénaire pour le Développement, parmi lesquels la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim figure comme un objectif primordial auquel l'ensemble des pays et organismes internationaux devront s'efforcer d'atteindre (UN, 2000). Dans cette perspective de réduction de la pauvreté, Collier et Dollar (2002) propose un modèle dont l'objectif principal est de déterminer une allocation géographique de l'aide au développement permettant de maximiser la réduction de la pauvreté.

1 - / Le modèle et ses implications en termes de sélectivité et de réduction de la pauvreté

Collier et Dollar adoptent l'approche de Burnside et Dollar (2000) selon laquelle l'efficacité de l'aide est subordonnée à la qualité des politiques économiques. Les résultats de Dollar et Kraay (2001) sont également utilisés par les auteurs pour justifier l'effet de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté et finalement l'impact de l'aide au développement sur la réduction de la pauvreté. En effet l'étude Dollar et Kraay (2001), révèle que même si la croissance tend parfois à accentuer les inégalités, elle permet par contre d'augmenter le revenu moyen des plus pauvres. L'hypothèse de décroissance de l'efficacité marginale de l'aide a été aussi retenue dans les travaux de Collier et Dollar (2002).

Les auteurs résumant leur approche en ces mots : « pour maximiser la réduction de la pauvreté, l'aide devrait être allouée aux pays ayant de graves problèmes de pauvreté et de bonnes politiques économiques ». Collier et Dollar tentent dans un premier temps de justifier l'approche de Burnside et Dollar en élargissant l'échantillon et en proposant d'autres indicateurs – un indicateur de politique économique (*Country Policy and Institutional Assessment* – CPIA) et un indicateur de la qualité des institutions (International Country Risk Guide – ICRGE) – pour pallier aux critiques faites à l'indicateur choisi par Burnside et Dollar. Dans un second temps, ils proposent une allocation géographique, optimale selon eux, permettant de maximiser la réduction de la pauvreté.

Le CPIA est un indicateur construit par la Banque Mondiale, il « évalue la mesure dans laquelle la politique d'un pays et son cadre institutionnel favorise la croissance durable et la réduction de la pauvreté, et par conséquent, l'utilisation efficace de l'aide au développement. » (Banque Mondiale). Le CPIA comptait 20 critères sur lesquels les pays étaient notés. Les pays reçoivent pour chaque critère une note qui varie entre 1 (la plus mauvaise note) et 6 (la meilleure note possible). Ces critères sont classés dans les quatre groupes suivants : la gestion économique, les politiques structurelles, la politique en faveur de la pauvreté et la gestion du secteur public et des institutions (Amprou et Chauvet, 2004). Merckaert (2004) souligne que les critères retenus pouvaient changer au fil des années et ceux en raison de la pertinence du concept retenu mais également en raison des nouvelles orientations pour le développement. D'ailleurs ceux-ci sont passés de 20 à 16 en 2004 (voir annexe 3).

Soit l'équation de croissance (G) suivant :

$$G = c + b_1X + b_2P + b_3A + b_4A^2 + b_5AP \quad (1)$$

La croissance (G) est ainsi fonction des conditions exogènes du pays, des politiques économiques (P), de la part de l'aide par rapport au PIB (A), de l'aide au carré et en fin de l'interaction entre l'aide et les politiques (AP).

L'effet marginal de l'aide sur la croissance est obtenu par de dérivée première de la fonction de croissance par rapport à l'aide. Ainsi on obtient la formule suivante :

$$G_a = b_3 + 2b_4A + b_5P \quad (2)$$

L'hypothèse de la décroissance de l'effet marginal de l'aide est vérifiée si le coefficient b_4 est négatif. Les régressions de croissance par MCO représentées en annexe 4 dont les principaux résultats sont reproduits dans le tableau ci-après (tableau 3), nous donnent un b_4 négatif. Ce qui reflète l'effet recherché par les auteurs.

Ce tableau vient aussi confirmer la thèse selon laquelle l'efficacité de l'aide au développement dépend de la qualité des politiques. En effet le coefficient de la variable d'interaction de l'aide et de l'indicateur de la politique (CPIA) est positif et significativement différent de zéro au seuil de 1% alors que celui de l'aide apparaît comme non significatif. Et ceux pour toutes les régressions. Par conséquent, Collier et Dollar concluent que l'efficacité de l'aide dépend que la qualité des politiques et des institutions du pays receveur, et que l'effet marginal de l'aide est décroissant.

Tableau 3 : Aide croissance et politiques (régressions en panel)

Variable dépendante : Taux de croissance du PNB par habitant					
Méthode MCO	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Qualité des institutions (ICRGE)	0,28 (1,67)	0,27 (1,61)	0,31 (1,90)	0,43 (2,39)	0,52 (2,67)
Politiques (CPIA)	0,46 (1,65)	0,64 (1,55)	0,45 (1,55)	0,39 (1,44)	0,38 (1,36)
APD/PIB	-0,54 (1,40)	–	-0,58 (1,24)	-0,33 (0,79)	-0,32 (0,63)
$(APD/PIB)^2$	-0,02 (1,60)	-0,04 (3,07)	-0,01 (0,64)	-0,03 (1,74)	-0,01 (0,53)
CPIA.APD/PIB	0,31 (2,94)	0,18 (3,06)	0,28 (2,29)	0,36 (3,53)	0,33 (2,77)
ICRGE.APD/PIB	–	–	–	-0,08 (1,69)	-0,10 (1,76)

(...) : le t-student (calculé avec des écarts-types robustes)

Source : Collier et Dollar, 2002, page 1479.

Puisque l'efficacité de l'aide est fonction de la politique économique et que l'efficacité marginal de l'APD est décroissance, il apparaît possible pour les auteurs de déterminer l'allocation géographique optimale de l'aide qui permet de maximiser la réduction de la pauvreté. En posant l'hypothèse simplificatrice d'un monde dans lequel l'aide au développement est fournie dans l'objectif de maximiser la réduction de la pauvreté, Collier et Dollar estiment l'équation suivante :

$$\begin{array}{l} \text{Max réduction de la pauvreté} \quad \sum_i G^i \alpha^i h^i N^i \\ \text{Sous} \quad \quad \quad \sum_i A^i y^i N^i = \bar{A} \quad ; \quad A^i \geq 0 \end{array} \quad (1)$$

Avec :

i : Indice du pays

α : Elasticité de la réduction de la pauvreté par rapport au revenu

h : Mesure de la pauvreté

y : Revenu par habitant

N : La population

\bar{A} : le montant total de l'aide

Collier et Dollar (2002) définissent une allocation optimale de l'aide au développement qui dépend de la qualité des politiques du pays, de son niveau de pauvreté et de l'élasticité de la pauvreté par rapport du revenu. Pour ce faire, les auteurs utilisent la ligne de pauvreté (population vivant avec moins de 2 dollars par jour). Ils considèrent également que l'élasticité de la pauvreté par rapport au revenu est égale à 2 pour tous les pays (Collier et Dollar, 2002). Après estimation, les auteurs obtiennent la formule suivante qui correspond à l'allocation optimale d'aide selon le pays :

$$A^i = 13,5 + 7,8P^i - \frac{\lambda}{0,04\alpha} \left(\frac{h^i}{y^i}\right)^{-1} \quad (2)$$

avec :

λ : Effet marginal d'un dollar supplémentaire d'aide sur la réduction de la pauvreté

Le montant d'aide alloué à un pays est ainsi fonction des politiques du pays et du nombre de pauvres. Il est « d'autant plus important qu'un grand nombre de personnes vivent dans

l'extrême pauvreté et que l'environnement institutionnel et macroéconomique du pays est sain. » (Amprou et Chauvet, 2004). Et donc l'effet de l'aide au développement sur la croissance économique est conditionnel à la qualité des politiques et des institutions et du volume d'aide. L'hypothèse de la décroissance des rendements marginaux occupe dans cette logique une place centrale. En effet, elle pose une base théorique qui permet d'éviter d'allouer l'aide au pays en développement ayant le meilleur environnement économique et institutionnel jusqu'à ce que la pauvreté soit éradiquée dans ce pays avant d'en octroyer au suivant. Une telle sélectivité ne saurait être appliquée (Amprou et Chauvet, 2004).

Pour définir une allocation géographique de l'aide, dans le but d'atteindre l'objectif de réduction de moitié la pauvreté à l'horizon 2015, Collier et Dollar (2002) définissent la productivité marginale de l'aide au développement. Celle-ci est définie comme le nombre de pauvres sortis de la pauvreté grâce à un million de dollars d'aide. Sur un échantillon de 59 pays en développement, les auteurs calculent la productivité marginale de l'aide pour chaque pays en considérant la ligne de pauvreté de 2 dollars par jour. Collier et Dollar (2002) utilisent l'année 1996 comme année de référence. Ainsi pour un total de 28 milliards de dollars reçus par les pays de l'échantillon, ils calculent la productivité marginale de l'aide au développement en termes de réduction de la pauvreté. Celle-ci est de 285 personnes tirées de la pauvreté pour un million de dollars d'aide en ce qui concerne les pays qui en bénéficient. Ceux dont la productivité marginale de l'aide est inférieure à 285 sont les pays qui n'en bénéficient pas. Les résultats de leurs simulations sont présentés dans le tableau ci-après.

L'estimation de l'impact de la productivité marginale de l'aide dans certains pays, tels que l'Ouganda, l'Ethiopie et l'Inde, apparaît très largement au-dessus du seuil de la productivité marginale (285 personnes / million d'aide). Cela est dû, disent-ils, aux bonnes qualités des politiques dans ces pays et aux modestes montants que ces pays reçoivent. Par exemple, en Ethiopie, le coût de faire sortir une personne de la pauvreté est de 600\$ contre 3509\$, si l'on considère la productivité marginale de 285. D'où la nécessité de réallouer l'aide. L'allocation optimale d'aide que Collier et Dollar ont estimé est corrélée de 0,64 avec l'incidence de la pauvreté contre 0,50 entre la répartition de l'aide de 1996 et la pauvreté effective. Par conséquent, une réaffectation de l'aide de façon efficace aurait plus d'impact sur la réduction de la pauvreté. Collier et Dollar (2002) estiment qu'une réallocation du montant de l'aide de 1996 aurait permis de tirer 9,1 millions de personnes de plus de la pauvreté (avec hypothèse l'exclusion de l'Inde de l'échantillon).

Tableau 4 : Résultats de l'estimation des allocations optimales (Collier et Dollar, 2002)

Pays	Allocation optimale de l'aide		Allocation actuelle de l'aide	
	Réallocation Pop < 2 \$ (% PIB)	Efficacité marginale Pop < 2\$ (pers / million de \$)	Allocation de l'aide de 1996 (% PIB)	Efficacité marginale Pop < 2 \$ (pers / million \$)
Ouganda	11,4	285,1	3,34	1001,5
Ethiopie	10,7	285,1	2,90	1654,8
Zambie	8,8	285,1	7,53	421,6
Tanzanie	7,0	285,1	4,46	449,4
Lesotho	6,1	285,1	3,09	416,8
Rwanda	6,0	285,1	15,75	-1071,1
Sénégal	5,6	285,1	4,03	358,0
Niger	5,0	285,1	2,97	484,0
Guinée-B	4,8	285,1	15,67	-700,8
Madagascar	4,7	285,1	2,84	470,3
Kyrgyz Rép	4,0	285,1	2,45	325,4
Honduras	3,8	285,1	2,82	318,3
Vietnam	3,5	285,1	0,78	419,9
Mauritanie	3,4	285,1	6,15	185,8
Kenya	3,3	285,1	1,91	380,2
Pakistan	3,0	285,1	0,41	376,2
Nicaragua	2,9	285,1	10,21	23,7
Côte d'Ivoire	2,8	285,1	3,91	250,5
Népal	2,5	285,1	1,70	347,3
Nigéria	2,4	285,1	0,19	430,9
Inde	0,19	670,6	0,13	670,6
Algérie	0,0	33,5	0,22	32,7
Belarus	0,0	3,0	0,16	2,8
Botswana	0,0	134,9	0,71	129,2
Brésil	0,0	89,5	0,04	89,2
Bulgarie	0,0	34,1	0,46	31,7
Chili	0,0	67,4	0,12	67,0

Chine	0,0	237,4	0,06	236,3
Colombie	0,0	47,2	0,10	46,9
Costa Rica	0,0	98,7	-0,03	98,9
Rep. Tchèque	0,0	77,8	0,11	77,3
Equateur	0,0	63,2	0,44	57,6
Egypte	0,0	214,3	1,31	190,6
Estonie	0,0	119,3	0,91	113,0
Guatemala	0,0	227,2	0,51	217,2
Guinée	0,0	247,4	2,45	178,9
Hongrie	0,0	27,8	0,26	27,4
Indonésie	0,0	144,3	0,16	141,5
Jamaïque	0,0	68,1	0,66	63,5
Jordanie	0,0	81,9	3,26	61,0
Kazakhstan	0,0	45,1	0,23	44,3
Lituanie	0,0	58,1	0,54	55,8
Malaisie	0,0	35,6	-0,20	36,1
Mexique	0,0	61,4	0,04	61,2
Moldavie	0,0	148,0	0,59	135,8
Maroc	0,0	71,7	0,70	67,7
Panama	0,0	102,6	0,46	99,6
Philippines	0,0	260,9	0,36	254,2
Pologne	0,0	44,9	0,36	44,0
Roumanie	0,0	118,1	0,21	114,9
Russie	0,0	18,9	0,00	18,9
Rép de Slov	0,0	151,9	0,35	147,9
RSA	0,0	98,2	0,13	97,4
Sri Lanka	0,0	222,8	1,16	202,2
Thaïlande	0,0	44,0	0,20	43,3
Tunisie	0,0	80,0	0,29	78,6
Turkménistan	0,0	8,7	0,26	5,4
Venezuela	0,0	34,7	0,02	34,6
Zimbabwe	0,0	266,1	1,45	233,3

Source : *Collier et Dollar*, 2002, page 1488.

Collier et Dollar (2002) viennent ainsi donc compléter l'approche de Burnside et Dollar en proposant un modèle d'allocation géographique de l'aide qui permettrait à la communauté internationale de mieux combattre la pauvreté. Cette approche normative selon laquelle l'aide doit être fournie aux pays ayant de bonnes politiques, un niveau de pauvreté élevé et un PIB par habitant faible (McGillivray, 2003) a fait l'objet de critiques.

3 - / Les critiques du modèle de Collier et Dollar (2002)

L'approche de l'allocation optimale de Collier et Dollar (2002) a fait l'objet de nombreuses critiques. Les critiques portent sur les hypothèses posées et défendues par les auteurs (efficacité de l'aide corrélée à l'environnement économique et institutionnel, effet marginale décroissante de l'aide,..) mais également sur la robustesse des résultats économétriques et de la spécification du modèle.

Les hypothèses posées par Collier et Dollar (2002) ont été vivement contestées. Comme dans le modèle de Burnside et Dollar (2000), l'hypothèse selon laquelle l'efficacité de l'aide au développement dépendait de la qualité des politiques dans le pays receveur a été remise en cause pour les mêmes raisons. La décroissance des rendements marginaux qui est au cœur de l'allocation optimale, elle aussi, a été remise en cause. En effet, les auteurs mettent en exergue un effet significativement négatif du terme de l'aide au carré pour justifier la décroissance des rendements marginaux de l'aide. Or cette hypothèse nécessite qu'il y ait à la fois un effet positif et significatif de l'aide et un effet négatif et significatif du terme de l'aide au carré. Ces deux conditions n'étant pas remplies (l'aide est non significatif –voir tableau 3), l'hypothèse de Collier et Dollar, et donc leur analyse, se trouve ainsi fragilisée. Et même en admettant que les rendements marginaux de l'aide sont décroissants, due peut être à la faible capacité d'absorption du pays bénéficiaire, la littérature économique s'est posée la question à savoir, à quel point l'aide devient moins productive ? Les études économétriques aboutissent à des points de retournement relativement élevés, exprimés en pourcentage du PIB. La majorité des études trouve un point de retournement compris entre 15 % et 45%. C'est-à-dire pour que les rendements marginaux de l'aide soient décroissants, il faut que l'aide soit au moins égale à 15% du PIB du pays receveur (McGillavray, 2003). Si l'on regarde l'allocation de référence (année 1996) du modèle de Collier et Dollar (2002), excepté le Rwanda qui est un pays post-conflit et la Guinée-Bissau qui est un pays historiquement instable (instabilité

institutionnelle), aucun autre pays de l'échantillon n'a reçu un montant d'aide publique au développement aussi important.

Le modèle d'allocation optimale se heurte aussi aux critiques liées à sa spécification. En effet, d'autres études ont montré qu'il existe d'autres facteurs ayant une influence significativement sur l'efficacité de l'aide. Collier et Dehn (2001), ont montré que les chocs commerciaux pouvaient avoir des effets défavorables et non négligeables sur la croissance des pays en développement. Une variation négative des prix à l'exportation de 40% entraîne, selon eux, une baisse du taux de croissance de 1,38%. Ainsi l'aide au développement permettrait de lisser le choc. Plus le montant est élevé, plus le choc sera atténué. L'impact de l'aide sur la croissance dans les économies post-conflit a été mis en exergue par Collier et Hoeffler (2002). Ces auteurs ont montré que l'aide au développement est plus de deux fois plus efficace dans les économies post-conflit (McGillavray, 2003).

Cogneau et Naudet (2004), propose une approche alternative à celle de Collier et Dollar (2002) basée sur « le principe de l'égalité des chances vis-à-vis du risque de la pauvreté ». Leur analyse se base sur l'approche post-welfariste de la justice sociale.

En distinguant ce qui relève de l'effort de chacun de ce qui relève de l'inégalité des talents et des situations sociales (handicaps), la théorie post-welfariste pose ainsi le problème de l'égalité des chances. Pour corriger cette inégalité des chances, la théorie post-welfariste postule que les « inégalités illégitimes » doivent être corrigées, tout en admettant que l'effort personnel doit être récompensé à juste titre. Suivant la formalisation de Fleurbaey (1996) nous pouvons représenter l'approche post-welfariste de la manière suivante (Cogneau et Naudet, 2004) :

$$y_i = f(t_i, e_i) + x_i$$

i : L'individu

y_i : représente la réalisation de i

t_i : Dotation talent/handicap

e_i : Effort personnel

x_i : Transferts reçu des institutions sociales.

En se basant sur cette approche, Cogneau et Naudet (2004), proposent une allocation qui permettrait, selon eux, de corriger ces inégalités : « à effort égal, réalisation égale (principe de récompense naturelle) et à talent égal, transfert égal (principe de compensation). ». Les auteurs soulignent que Collier et Dollar (2002) ont ignoré dans leur analyse les handicaps structurels auxquels certains pays font face. Par conséquent, l'allocation n'accorde pas les mêmes chances aux différentes personnes qui vivent des réalités différentes. L'approche de Cogneau et Naudet (2004), consiste alors à prendre en compte le risque de pauvreté plutôt que l'environnement macroéconomique et institutionnel. Les auteurs aboutissent à des résultats presque identiques à ceux de Collier et Dollar (2002) en matière de réduction de la pauvreté.

La diversité des analyses et des facteurs qui peuvent impacter la croissance et par ce biais la réduction de la pauvreté, conduit certains à conclure qu'il faut admettre que « l'efficacité de l'aide en termes de croissance ne dépend pas seulement, ni peut-être même principalement, de la politique présente. » (Guillaumont et Gwenolé, 2010). Bourguignon et Sundberg (2007), vont dans ce sens. Pour eux l'efficacité de l'aide dépend de la qualité de la gouvernance dans le pays bénéficiaire de l'APD, du comportement des bailleurs à l'égard des gouvernants des pays en développement et aussi des informations que l'on dispose sur les résultats des différents objectifs visés. Deutscher et Fyson (2008) préconise de mettre plus l'accent sur les résultats. Ils suggèrent une diminution du nombre d'acteurs (Institutions, ONG, Organismes) dans l'acheminement de l'aide car selon cette multiplicité des acteurs compromet l'efficacité de l'aide dès lors que les plans d'actions, les modalités sont différents. McGillavray (2003) suggère, à la suite d'une revue de la littérature sur les déterminants de l'efficacité de l'aide, l'élargissement du concept de sélectivité que proposent Collier et Dollar (2002) en prenant en compte les autres déterminants de l'efficacité de l'aide cité précédemment.

Malgré les nombreuses critiques, l'approche de Collier et Dollar (2002) a le mérite de proposer une méthode de répartition géographique de l'aide au développement qui maximise le nombre d'individus sortis de la pauvreté grâce à une allocation d'aide sélective basée sur les qualités de l'environnement économiques et institutionnel des pays candidats à l'APD.

C - / Vers une autre forme d'analyse l'APD : la prise en compte de l'asymétrie d'information.

Hormis, cette approche dominante (l'approche de la sélectivité de Burnside et Dollar) dans l'analyse de l'aide publique au développement, il existe d'autres approches qui tentent de déterminer les conditions d'efficacité de l'APD. On peut en citer l'approche de l'évaluation par assignation aléatoire et l'approche par la relation principal-agent.

1 - / L'évaluation par assignation aléatoire

L'approche par assignation aléatoire de l'analyse de l'aide publique au développement souhaite étudier l'efficacité de l'aide à travers des expériences sur le terrain. En déterminant pour un programme donné ce qui marche et ce qui ne marche pas, l'approche expérimentale de l'analyse de l'APD permettrait de multiplier les expériences réussies dans d'autres lieux, de corriger les erreurs commises dans une expérience et au cas échéant l'abandonner, si elle se révèle être un échec. En d'autres termes l'évaluation par assignation aléatoire permettrait de mieux rationaliser l'APD en ce sens qu'elle permettrait de mieux cibler les programmes qui sont susceptibles de réussir tout en minimisant le coût par dollar dépensé. (Duflo, 2005 ; Banerjee et Duflo, 2009).

Par exemple dans une étude au Kenya, Miguel et Kremer (2004) ont montré qu'il était plus efficace de lutter contre les vers intestinaux plutôt que de recruter un enseignant supplémentaire, s'il l'objectif était de réduire l'absentéisme. En effet, le traitement vermifuge coûtait 20 fois moins par enfant que le coût annuel par enfant dû au recrutement d'un enseignant supplémentaire. En d'autres termes l'efficacité marginale du dollar dépensé est 20 fois plus élevée, si pour réduire l'absentéisme, on privilégie la lutte contre les vers intestinaux plutôt que le recrutement d'un enseignant supplémentaire (Banerjee et Duflo, 2009).

Les principales limites de cette approche résultent du contraste observé entre la réussite des projets et la non détection au niveau global d'un effet significatif, appelé communément le paradoxe « micro-macro ». Une autre limite est que rien ne garantit qu'un programme, ou projet qui a réussi dans tel lieu puisse être multiplié un peu partout et produire les mêmes résultats (les caractéristiques de pays, les comportements, l'environnement différent d'un lieu

à un autre). Cependant, il faut souligner que cette approche peut être complémentaire avec les autres méthodes d'évaluation de l'impact de l'APD, et ainsi améliorer nos connaissances et pratiques dans la gestion de l'aide publique au développement.

2 - / Le recours au modèle principal-agent pour évaluer l'efficacité de l'aide

Le recours à une approche microéconomique, en particulier au modèle principal-agent, dans l'analyse de l'efficacité de l'aide publique au développement peut apporter certains éléments de réponse non pris en compte par les approches précédentes. Le modèle principal-agent permet de mettre en évidence les enjeux et intérêts qui peuvent exister autour de la relation entre le donateur et le pays bénéficiaire de l'APD. Cette approche fera l'objet de notre seconde partie.

***PARTIE 2 : L'ASYMETRIE D'INFORMATION ET
EFFICACITE DE L'AIDE***

SECTION 1 : L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ANALYSEE DANS UNE RELATION PRINCIPAL-AGENT.

L'aide publique au développement peut être vue comme un contrat entre le donateur du Nord et le gouvernement du pays bénéficiaire de l'aide dont l'objectif est de lutter contre la pauvreté dans le Sud. Le donateur s'engage à fournir l'aide et en contrepartie le gouvernement du Sud s'engage à utiliser l'aide reçue pour augmenter le niveau de vie de sa population. Dans ce contexte, l'efficacité de l'aide dépendra non seulement des termes du contrat, de l'action du gouvernement du Sud mais également des mesures incitatives dont dispose le donateur pour faire respecter le contrat. Et donc, il peut-être pertinent d'aborder l'analyse de l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) sous l'angle d'une relation principal-agent. Ainsi nous essayerons, dans cette section, de voir en quoi la théorie de l'agence peut-être pertinente dans l'analyse de l'efficacité de l'aide. A la suite de cela, nous exposerons quelques modèles économiques de l'analyse de l'efficacité de l'aide qui utilisent cette approche.

A - / En quoi la théorie de l'agence permet-elle de mieux analyser l'efficacité de l'APD ?

Si l'on admet que l'aide publique développement a pour objectif d'augmenter le bien-être des pauvres dans les pays du Sud et que le pays donateur délègue au gouvernement du Sud la tâche de réaliser cet objectif moyennant un transfert de fonds, alors la théorie de l'agence (ou modèle principal-agent) nous permet de mettre en exergue les différentes stratégies dont dispose chaque partie prenante au contrat d'aide. Elle nous permet aussi de pouvoir définir les termes d'un contrat adéquat qui rendrait l'aide efficace. Cette approche a le mérite de pouvoir décrire le marché de l'aide dans sa globalité. De la signature du contrat entre les deux partenaires, en passant par l'exécution du contrat, jusqu'au résultat final en termes d'efficacité. Et donc, à la différence de l'approche traditionnelle de l'évaluation de l'efficacité de l'APD, l'approche principal-agent tente d'expliquer l'effet de l'aide sur le niveau du bien-être des pauvres dans le Sud à partir du processus de délivrance de l'aide. Ainsi donc, l'analyse principal-agent pourrait mieux améliorer notre connaissance sur les raisons d'une réussite ou d'un échec d'un projet d'aide.

1 - / L'aléa-moral comme facteur de l'inefficacité de l'APD

Dans la littérature économique (Boone 1995, Svensson, 2000 ; Azam et Laffont, 2003), l'inefficacité de l'aide est souvent attribuée au manque de volonté des gouvernements du Sud d'œuvrer réellement pour la réalisation de l'objectif principal de l'aide : augmenter le niveau du bien-être des pauvres dans le Sud. Ainsi, le marché de l'aide au développement est confronté au problème du mandant (donateur) et du mandataire (gouvernement du Sud).

En affirmant dans le contrat d'aide son intention d'utiliser efficacement l'aide, le gouvernement du Sud peut ne pas respecter ses engagements et utiliser l'aide pour sa propre consommation. Il se pose alors la question de l'aléa moral qui peut entacher l'efficacité de l'aide. Etant donné qu'il n'existe pas d'institution supranationale (par exemple un tribunal) qui veillerait à la bonne exécution du contrat d'aide (et au cas échéant sanctionnerait la partie défaillante), certains gouvernements du Sud sont tentés de détourner l'aide de son objectif (Kern et Bissiriou, 2008). Ils sont amenés à accepter des termes de contrats tout en sachant qu'ils ne les respecteront pas. C'est le cas des réformes devant être menées à la suite d'un accord d'aide (Amprou et Chauvet, 2004).

La littérature économique (Svensson, 2000, 2003 ; Azam et Laffont, 2003 ; Bissiriou, 2006, Gordah et Le Texier, 2011) considère que l'efficacité de l'aide dépend fortement de l'intention réel du gouvernement du Sud. Si son objectif converge avec celui du donateur (augmenter le bien-être des pauvres dans le Sud) alors l'aide aura de forte chance d'atteindre son but. Par contre, si le gouvernement du Sud a un objectif différent de celui du donateur (aléa moral avec intention cachée), l'efficacité de l'aide se trouvera négativement impactée. Par conséquent, le comportement du gouvernement du Sud serait le déterminant de l'efficacité de l'aide et que son inefficacité résulterait de l'aléa moral de ce dernier.

Pour mieux saisir l'impact de l'aléa moral du gouvernement du Sud sur l'efficacité de l'aide, nous reprenons ci-après le jeu du dilemme du Samaritain³ proposé par Ballet et *al.* (2007). Soit deux individus : le bon Samaritain et le « parasite potentiel ». Le Samaritain est un individu altruiste qui veut du bien à son prochain. Et donc, il est prêt à lui venir en aide (charité). Autrement dit, son utilité augmente à chaque fois qu'il vient en aide à quelqu'un

³ Ce concept est introduit dans l'analyse économique par Buchanan (1975), « *The Samaritan's dilemma* », in Pheps (ed) 71-85.

d'autre. Le parasite potentiel peut augmenter son bien-être soit par le travail soit en profitant de la générosité du Samaritain.

En considérant un jeu séquentiel en information complète entre le Samaritain et le parasite potentiel dans lequel le Samaritain joue en premier, les paiements des deux agents, selon la stratégie adoptée par chacun, sont représentés dans la matrice des paiements suivante :

Matrice 1 : Le dilemme du Samaritain actif

		Parasite Potentiel	
		Travaille	Ne travaille pas
Samaritain	Pas Charitable	(2,2)	(1,1)
	Charitable	(4,3)	(3,4)

Source : *Ballet et al. (2007), page 13.*

La matrice des paiements montre que la stratégie dominante du Samaritain est de faire preuve de charité indépendamment de l'action du parasite potentiel puisqu'il subirait une désutilité en choisissant l'acte non charitable. En ayant cette information, le parasite potentiel cherchera à son tour à maximiser son gain. Alors, on obtient les paiements (3,4), qui constituent à la fois un équilibre de Nash et un optimum parétien de ce jeu. Ainsi en profitant de la générosité du Samaritain, le parasite maximise son utilité et empêche en même temps à ce dernier d'avoir une utilité supérieure (Couple (4,3)) à celle qui résulte de l'équilibre de Nash.

Appliqué au marché de l'aide, le Samaritain représenterait le donateur bilatéral (qui est généralement considéré comme altruiste dans la littérature) et le parasite serait le gouvernement du Sud. Parce qu'il sait que le donateur est disposé à transférer des fonds pour aider les pauvres dans le Sud, le gouvernement du Sud n'est pas trop astreint à utiliser efficacement l'aide (Svensson, 2000). Ainsi, l'aléa moral des gouvernements du Sud pourrait être une explication de l'échec de la conditionnalité de l'aide.

Un autre exemple pour illustrer le dilemme du Samaritain et l'effet de l'aléa moral sur l'efficacité de l'aide est le concept de Pays Pauvres Très endettés (PPTE). En instaurant ce concept pour désigner les pays les plus pauvres au monde afin de leur venir en aide (annulations de dette par exemple), la communauté internationale pourrait, en effet, encourager certains gouvernements du Sud à ne pas fournir d'efforts considérables pour lutter contre la pauvreté dans leurs pays. Ce qui leur permettrait de pouvoir faire partir de cette catégorie de pays (PPTE) afin de bénéficier des allégances des bailleurs de fonds (Ballet et *al*, 2007). La conséquence d'un tel comportement serait une course à l'appauvrissement et donc une mauvaise utilisation de l'aide. C'est aussi justement pour éviter ce genre de comportement que la sélectivité a été proposée et a pu avoir un bon accueil chez les bailleurs de fonds.

Toutefois, il faut souligner qu'un tel comportement peut-être retrouver chez certains donateurs moins altruistes. En effet, les donateurs ne sont pas aussi généreux comme le laisse apparaître certaines études. McGillivray (2003), Jacquet (2006) et Severino et Ray (2011) font remarquer que l'aide au développement est guidée en partie par les intérêts des pays donateurs. Alesina et Dollar (2000) soulignent le poids des intérêts stratégiques et commerciaux sur la politique d'aide des Etats-Unis, du Japon et de la France. Cet avis ressort aussi de l'étude économétrique de Berthélemy et Tichit (2004). Sur une période relativement longue (1980-1999), les auteurs montrent que l'aide est toujours influencée par des intérêts des donateurs. Et ce malgré la fin de la guerre froide. Les intérêts des donateurs ont simplement changé de nature. Alors que l'aide était influencée dans les années 1980 par des considérations historiques et politiques, elle est davantage guidée, après la chute du mur de Berlin, par les intérêts commerciaux des donateurs. Leurs résultats économétriques soulignent aussi que ce comportement varie d'un pays à l'autre et que les petits donateurs sont plus enclins à mener ce type de politique.

En admettant donc que l'octroi d'une aide à un bénéficiaire peut être lié aux intérêts du donateur, le Samaritain sera considéré maintenant comme un Samaritain impur. Il donnera de la charité non pas parce qu'il est averse à la pauvreté dans le Sud mais plutôt c'est parce que c'est la stratégie qui lui permet de maximiser son utilité. Et donc plus le parasite potentiel est dépendant mieux sait pour le Samaritain. Dans ce contexte, le jeu entre le Samaritain et le parasite potentiel est décrit par la matrice des paiements suivante (matrice 2).

Matrice 2 : La stratégie du Samaritain impur

		Parasite	
		Potentiel	
		Se développe	Ne se développe
Samaritain	Pas Charitable	(2,2)	(1,1)
	Charitable	(4,3)	(5,4)

Source : *Ballet et al, (2007), page 18.*

L'application par chaque agent de sa stratégie dominante conduit à l'équilibre (5,4). Cet équilibre procure à chaque joueur le paiement maximal. Ainsi le principal, à cause de ses propres intérêts, ne peut contraindre l'agent à fournir d'effort. Par conséquent, si l'aide au développement d'un donateur bilatéral est liée à ses propres intérêts et non pas à la maximisation de la réduction de la pauvreté dans le Sud, alors celle-ci ne saurait avoir un impact significatif sur le bien-être des pauvres dans le Sud. C'est peut-être là également une des explications de l'échec de la conditionnalité. Si l'aide est liée aux intérêts du donateur, ce dernier n'a pas intérêt d'arrêter les versements des tranches d'aide restant puisque cela impacterait négativement son utilité.

Cette hypothèse est peu abordée dans la littérature, et la plupart du temps les études principal-agent tentent de résoudre le problème de l'aléa moral du gouvernement du Sud tenu pour responsable de l'inefficacité de l'aide.

2 - / Quel apport de la théorie de l'agence dans la recherche d'un processus plus efficace de la délivrance de l'aide ?

La littérature économique de l'analyse principal-agent de l'aide au développement repose l'inefficacité de l'aide sur l'aléa moral du gouvernement du pays du Sud. Ainsi, réduire cet aléa moral serait synonyme d'une plus grande efficacité de l'aide. Ce problème d'aléa moral est connu dans presque tous les compartiments de l'économie. La théorie de l'agence s'est efforcée de trouver des solutions à ce problème récurrent dans les négociations entre deux ou plusieurs agents. Par le biais des incitations ou la mise en concurrence des agents, le principal peut parvenir à obtenir les informations jusqu'alors cachées et maximiser son utilité espérée. Et donc, c'est au principal que revient le droit d'établir les règles du contrat et de s'assurer de sa bonne exécution (Laffont, 2006). Pour ce faire les incitations que propose le principal doivent être proportionnelles à l'effort attendu de l'agent (contrainte d'incitation). Mais aussi le principal doit définir les termes du contrat de sorte que l'agent y trouve son compte. C'est la contrainte de participation (Bismans, 2001).

Nous exposerons au point suivant le modèle principal-agent de Svensson (2000) qui propose une délégation de l'aide bilatéral à un organisme d'aide multilatéral avant d'aborder le partenariat public-privé proposé par Azam et Laffont (2003).

B - / L'analyse principal-agent de l'efficacité de l'aide

1 - / Le modèle de Svensson (2000)

Le modèle de Svensson (2000) s'inscrit dans la recherche de mécanismes incitatifs pour rendre l'aide publique au développement plus efficace. Il analyse l'efficacité de l'aide sous forme d'un jeu stratégique entre le donateur (le principal) et le gouvernement du Sud (agent). Il met au cœur de son analyse le problème de l'aléa moral, qui entache l'efficacité de l'aide.

a - / Le modèle

Le modèle de Svensson (2000) est décrit de la façon suivante :

- Soit un donateur bilatéral et deux bénéficiaires. Le donateur est averse à la pauvreté (donateur altruiste). Les deux bénéficiaires sont identiques et à tous égards pertinents ex ante.
- On suppose que les bailleurs et les deux bénéficiaires se sont entendus, de façon ex ante sur les réformes à mettre en œuvre (conditionnalité).
- Le degré réel de la mise en œuvre du programme de réforme (ou l'effort de réforme) et désigné par i . Avec l'effort de réforme du bénéficiaire j noté i_j , $i_j \in [0, \bar{i}]$.
- Le résultat de la réforme est incertain. Et par conséquent, le revenu (fonds publics) y_j à la suite de la réforme est :

$$y_j = \begin{cases} \gamma & \text{avec la probabilité } q \\ \beta & \text{avec la probabilité } (1 - q) \end{cases} \quad \text{Où } \gamma > \beta$$

Plus le pays fait d'effort plus la probabilité d'avoir un revenu élevé est forte. Et donc, q est fonction croissante et concave de l'effort, $q(i_j)$ avec $q(0) \geq 0$, $q(\bar{i}) < 1$.

- Le pays bénéficiaire peut utiliser l'aide pour deux finalités : les dépenses consacrées au développement et les autres dépenses (considérées comme un détournement de l'aide). La contrainte budgétaire de chaque pays bénéficiaire est alors :

$$c_{1j} + d_j \leq y_j$$

Avec c_{1j} : Dépenses non consacrées au développement

d_j : Dépenses consacrées au développement

- Le donateur étant altruiste, l'aide est alors fournie pour produire un bien ou service, noté h_j , au profit du pauvre du pays j . h est une fonction croissante et concave de l'aide, $h(a_j)$. Avec a_j le montant de l'aide versé au pays j .
- L'utilité des pauvres est fonction de leur consommation du bien produit grâce au fonds du bailleur $h(\cdot)$, ou fourni par leur gouvernement, d . La consommation du pauvre est alors :

$$c_{2j} = d_j + h(a_j)$$

- La fonction d'utilité additive séparable du j-ème récipiendaire est :

$$w_j = \sum_{n=1}^2 u(c_{nj}) - \varphi i_j \quad (1)$$

Avec φ le coût marginal de la réforme. Grâce à la fonction différentiable $u(\cdot)$ croissante et concave, on suppose ici que la consommation publique (qui représente les dépenses non consacrées au développement) est évaluée de la même manière que les dépenses de développement.

- La fonction de préférence (d'utilité) du donateur altruiste est la somme des utilités des pauvres dans les deux pays :

$$w_D = \sum_{j=1}^2 u(c_{2j}) \quad (2)$$

- Le donateur dispose d'un budget maximum d'aide (A) défini de façon exogène. Cependant les versements (a) sont effectués de façon endogène. La contrainte budgétaire du donateur se définit comme suit :

$$\sum_{j=1}^2 a_j \leq A \quad (3)$$

- Les incertitudes qui pèsent sur les deux bénéficiaires sont distribuées de manière indépendante. Ainsi nous avons les 4 états d'agrégation possibles suivants :

$$S = \begin{cases} (\beta, \beta) & \text{avec la probabilité} & (1 - q(i_1))(1 - q(i_2)) \\ (\beta, \gamma) & \text{avec la probabilité} & (1 - q(i_1))q(i_2) \\ (\gamma, \beta) & \text{avec la probabilité} & q(i_1)(1 - q(i_2)) \\ (\gamma, \gamma) & \text{avec la probabilité} & q(i_1)q(i_2) \end{cases}$$

Où (γ, β) représente l'état d'agrégation lorsque le premier bénéficiaire est en bon état (fait l'effort le plus probable) et le second bénéficiaire en mauvais état, et de façon symétrique pour les autres états possibles. On peut également définir deux sous-ensembles :

$S_s = \{(\gamma, \gamma)(\beta, \beta)\}$: sous-ensembles d'états symétriques

$S_a = \{(\gamma, \beta)(\beta, \gamma)\}$: sous-ensemble d'états asymétriques

Svensson fait l'hypothèse suivante :

Hypothèse 1 :

$$a_j \geq 0 \quad \text{pour } j = 1, 2.$$

Cela signifie que les flux d'aide ne peuvent être négatifs. Ce qui implique qu'il ne peut y avoir de transfert de richesse entre les deux pays bénéficiaires.

Le modèle décrit un jeu séquentiel en deux étapes entre les bénéficiaires et le donateur. Le jeu débute avec les bénéficiaires qui choisissent leurs niveaux de réformes à effectuer, $i \in [0, \hat{i}]$. Par conséquent, les choix des récipiendaires auront une influence sur l'état global s . Dans la seconde étape du jeu séquentiel, le bailleur choisit les montants des allocations d'aide et les deux bénéficiaires, eux, déterminent leurs allocations de fonds publics. Svensson (2000) considère deux environnements politiques :

- 1^{er} cas : le donateur dispose d'une technologie d'engagement ex ante. Autrement dit, l'allocation de l'aide est décidée avant la réalisation de l'état global même si l'aide est versée après la réalisation de l'état s .
- 2^{ème} cas : le donateur applique une politique discrétionnaire, et donc il n'y a pas d'engagement ex ante et l'aide est versée après que l'état s soit réalisé.

- ***L'aide conditionnelle lorsque le donateur s'engage ex ante***

Deux cas sont possibles lorsque le donateur s'engage ex ante. Soit il est en mesure d'observer l'effort de réforme, soit il ne peut l'observer. Le contrat optimal qui résulte du premier cas (information parfaite) est appelé *first-best*. Pour le second cas (information imparfaite), on parlera de *second-best*.

- **Le donateur observe l'effort de réforme : first-best**

Supposons que le donateur s'engage ex ante et que l'effort de réforme soit observable. Alors l'aide est dans ce cas fonction de s et de i .

Soit $a_j(s, i_j)$ la quantité contingente de l'allocation d'aide versée au pays j . $a_j = a_j(s, i_j)$, $j=1, 2$, $\forall s \in S$, est la règle de politique ou d'un contrat qui spécifie l'aide versée en fonction de l'état s et du degré de la mise en œuvre des réformes.

Dans la seconde étape du jeu séquentiel, le donateur verse l'aide à chaque bénéficiaire en prenant en compte la répartition des dépenses publiques entre c_1 et d que ce dernier a effectué. Ainsi Svensson définit deux types de fonction de consommation :

$C_{1j}(s, i_j)$ et $C_{2j}(s, i_j)$ où $C_{1j}(s, i_j)[C_{2j}(s, i_j)]$ représente la consommation du gouvernement [consommation totale des pauvres] dans le pays j à l'état s , compte tenu de $a_j = a_j(s, i_j)$.

La consommation publique (dépenses non-développement) est supposée être évaluée de la même manière que les dépenses pour le développement. Ainsi donc, on a :

$$C_{nj}(s, i_j) \equiv C_j(s, i_j) = \frac{1}{2} [y_j + h(a_j(s, i_j))] ; \quad \text{avec } n = 1, 2 ; j = 1, 2.$$

Par conséquent, le contrat optimal que proposera le donateur est obtenu en maximisant sa fonction d'utilité sous contrainte budgétaire et des deux fonctions de consommation. Ainsi nous avons :

$$\max_{\{a_1(s, i), a_2(s, i)\}_j} \sum_{j=1}^2 \sum_{s \in S} Q(s, i) u(C_j(s, i)) \quad (4)$$

$$S/C \left\{ \begin{array}{l} \sum_{j=1}^2 a_j \leq A, \quad \forall s \in S \\ 2 \sum_{s \in S} Q(s, i) u(C_j(s, i)) - \varphi i_j \geq Ew_j^0, \quad j = 1, 2 \end{array} \right. \quad (5)$$

Où les propriétés de l'équilibre de Nash symétrique sont exploitées. $Q(s)$ représente la probabilité de la réalisation de l'état $s \in S$. $a_i(\cdot)$ est le vecteur des versements d'aide

conditionnels pour le pays j à tout $s \in S$. Ew_j^0 représente l'utilité espérée du bénéficiaire j sans l'aide au développement. L'équation (6) représente la contrainte de participation du bénéficiaire j . Notons par exposant fb l'équilibre *de first-best*. Le contrat de *first-best* (en information parfaite) implique les propriétés définies ci-après.

Proposition 1 :

Le contrat optimal de premier rang avec information parfaite (i observable) est caractérisé par les trois conditions suivantes :

- (a) le donateur supporte entièrement le risque, ainsi la consommation entre les pays est lissée à tous les états ;
- (b) le degré optimal de mise en œuvre des réformes est supérieur à celui de l'équilibre sans l'aide au développement ;
- (c) les contraintes de participation sont liées.

Preuve 1 :

Pour maximiser l'utilité du donateur, on dérive sa fonction d'utilité par rapport à $a_1(s, i)$. On obtient :

$$Q(s, i) \left[u'(C_1(s, i))h'(a_1(s, i)) - u'(C_2(s, i))h'(a_2(s, i)) \right] + 2Q(s, i) \left[\lambda_1 u'(C_1(s, i))h'(a_1(s, i)) - \lambda_2 u'(C_2(s, i))h'(a_2(s, i)) \right] = 0 \quad \text{pour tout } s \in S.$$

Avec λ_j le Lagrange associé à la contrainte de participation du bénéficiaire j . Ainsi, à l'équilibre nous aurons $\lambda_j = \lambda$. La concavité de la fonction $u(\cdot)$ implique que c'est l'unique solution. Par conséquent, à l'équilibre de *first-best* le lissage de la consommation totale entre les deux pays bénéficiaires se fait indépendamment de q et φ .

Notons par exposant 0, l'équilibre sans l'aide au développement. Lorsque le donateur ne tire aucune utilité de la dépense non-développement (consommation publique), les contraintes de

participation sont liées à l'équilibre. Par conséquent, l'effort optimal de réforme est implicitement défini par la contrainte de participation (6). Ce qui entraîne :

$$[q(i_1)\Omega_1^{fb} + (1 - q(i_1))\Lambda_1^{fb}] - 2[q(i^0)u\left(\frac{1}{2}\gamma\right) + (1 - q(i^0))u\left(\frac{1}{2}\beta\right)] = \varphi(i_1 - i^0) \quad (7)$$

Où

$$\Omega_1^{fb} \equiv 2q(i_2)u(C_1^{fb}(\gamma, \gamma)) + 2(1 - q(i_2))u(C_1^{fb}(\gamma, \beta)) \quad (8)$$

$$\Lambda_1^{fb} \equiv 2q(i_2)u(C_1^{fb}(\beta, \gamma)) + 2(1 - q(i_2))u(C_1^{fb}(\beta, \beta)) \quad (9)$$

Supposons que $i_1 = i^0$. Puisque $\Omega_1^{fb} > u\left(\frac{1}{2}\gamma\right)$ et $\Lambda_1^{fb} > u\left(\frac{1}{2}\beta\right)$, alors la partie gauche de l'équation (7) est strictement positive. Donc $i_1 \neq i^0$. C'est parce que le côté gauche est une fonction croissante et concave de i_1 , que nous savons, tout au plus, qu'il existe deux niveaux de degré de mise en œuvre des réformes, $i_1 > i^0$ et $i_1 < i^0$. Cependant, puisque le bien-être est une fonction croissante de i , alors $i_1 > i^0$. Et raison de l'information parfaite et de la concavité de q , on obtient finalement $i_1 = i_2 = i^{fb}$

Ainsi donc, il est toujours optimal d'octroyer plus aide au pays qui en a le plus besoin, lorsque l'effort de réforme est observable. Ce qui conduit à égaliser les utilités marginales de l'aide au développement entre les deux bénéficiaires.

Par conséquent, lorsque le donateur s'engage ex ante et que l'effort de réforme est observable, l'aide conditionnelle conduit les gouvernements bénéficiaires à mener des politiques de réduction de la pauvreté (augmentation de l'effort de réforme), ce qui rend l'aide au développement plus efficace.

- *Le donateur ne peut observer l'effort de réforme : second-best*

En réalité, il est difficile pour le donateur d'observer l'effort de réforme du bénéficiaire à tous les niveaux. Ainsi donc, le receveur bénéficie d'une rente informationnelle. Le contrat optimal ne peut être subordonné à la vérification de s . Considérons le cas extrême où le donateur ne peut observer l'effort de réforme de chaque bénéficiaire à tous les niveaux.

Si i n'est pas observable, alors :

$$a_j = a_j(s), \quad s \in S, \quad j = 1, 2.$$

Svensson (2000) émet l'hypothèse supplémentaire suivante :

Hypothèse 2 :

$$2q'(\underline{i})\Delta u - (Q(\gamma, \beta)q''(\underline{i})\Delta u' / (q'(\underline{i})(1 - q(\underline{i}))) < 0$$

Où

$\Delta u = \left(u\left(\frac{1}{2}\gamma + \frac{1}{4}A\right) - u\left(\frac{1}{2}\beta + \frac{1}{2}A\right) \right)$ désigne la différence d'utilité entre les deux états lorsque l'aide au développement est répartie en parts égales entre les deux bénéficiaires ($a_j = A/2$) pour tous les états s et j et $\underline{i} \equiv q_i^{-1}(\varphi\Delta u)$ le degré de mise en œuvre de réforme que chaque bénéficiaire effectue lorsque l'aide est répartie en deux parts égales quel que soit s et j .

L'hypothèse 2 est la condition de premier ordre du programme de maximisation du donateur par rapport à i_j . Par ailleurs, le donateur est obligé dans ce second cas de fournir des incitations aux bénéficiaires pour les pousser à réaliser le maximum d'effort possible. Ainsi la contrainte incitative est formulée comme suit :

$$q'(i_1)[\Omega_1 - \Lambda_1] = \varphi \tag{10}$$

Où

$$\Omega_1 \equiv 2q(i_2)u(C_1(\gamma, \gamma)) + 2(1 - q(i_2))u(C_1(\gamma, \beta)) \tag{11}$$

$$\Lambda_1 \equiv 2q(i_2)u(C_1(\beta, \gamma)) + 2(1 - q(i_2))u(C_1(\beta, \beta)) \tag{12}$$

Cette contrainte incitative correspond au bénéficiaire 2. Son interprétation est intuitive. Elle signifie que le gain tiré de l'effort le plus élevé réalisé (étant donné que l'on connaît le degré

de réforme de l'autre bénéficiaire) doit être au moins égale au coût marginale des réformes entreprises.

Svensson (2000) montre que le contrat optimal de second-best (indiqué par exposant sb) lorsque l'effort de réforme ne peut être observé possède trois caractéristiques :

- (a) Les risques sont supportés par le donateur et par les bénéficiaires. Et donc, il y aura moins de lissage de la consommation. Par conséquent :

$$a_j^{sb} = A/2 \quad \text{pour tous } s \in S_s \quad \text{et} \quad a_1^{sb}(\beta, \gamma) = a_2^{sb}(\gamma, \beta) < a_1^{fb}(\beta, \gamma) \quad \text{et} \\ a_1^{sb}(\gamma, \beta) = a_2^{sb}(\beta, \gamma) > a_1^{fb}(\gamma, \beta);$$

- (b) Le degré de mise en œuvre des réformes est plus faible que dans l'équilibre *first – best* $i^{sb} < i^{fb}$;
- (c) les gouvernements bénéficiaires auront des utilités supérieures à celles obtenues avec l'équilibre de first-best alors que l'utilité du donateur (et des pauvres) se trouve dégrader comparativement à celle de l'optimum first-best.

Le contrat optimal de second rang (second-best) résulte alors qu'un compromis entre d'une part fournir de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin, et d'autre part la recherche d'une plus grande efficacité (via la contrainte incitative). Par conséquent, l'asymétrie d'information qui résulte de la non vérification par le donateur du degré de mise en œuvre des réformes impacte négativement l'efficacité de l'aide puisque $i^{sb} < i^{fb}$.

Svensson (2000) montre à travers l'optimum de first-best et de second-best que l'engagement ex ante du donateur n'est bénéfique que si ce dernier dispose de toute l'information pertinente pour définir un contrat approprié. Les contrats optimaux de premier et de second rang sont théoriquement supposés régler le problème de l'aléa-moral. Cependant, il est en réalité difficile d'élaborer ces types de contrats à cause, d'une part, de la difficulté pour le donateur de disposer d'une bonne partie de l'information pertinente, et d'autre part de l'inexistence d'une tierce partie (par exemple un tribunal) qui veillerait à l'exécution de tels contrats (Kern et Bissiriou, 2008). Une alternative à ces contrats optimaux est le régime discrétionnaire, c'est-à-dire pas d'engagement ex ante, que des décaissements ex post. Ce régime permettrait de résoudre le problème de l'incohérence temporelle. Cependant un autre problème pourrait apparaître lorsqu'on applique le régime discrétionnaire : le dilemme du Samaritain. En effet, puisque le donateur bilatéral est altruiste, les gouvernements du Sud peuvent anticiper qu'en

cas de mauvaise utilisation des fonds reçus, le donateur décaissera davantage pour couvrir leurs défaillances. Par conséquent, les gouvernements bénéficiaires sont moins incités à mener des réformes. Ce qui conduit à un $i^d < i^{sb}$. Autrement dit, l'effort de réforme en régime discrétionnaire (i^d) est inférieur à celui de l'optimum de second-best.

Svensson (2000) montre ainsi donc que la conditionnalité est un outil efficace dans la recherche d'une plus grande efficacité de l'aide au développement si et seulement si le donateur dispose d'une technologie d'engagement très fort (dispose d'une information pertinente). Sans cela, l'aide sera fournie aux pays qui en auront le plus besoin mais malheureusement les gouvernements de ces pays ne l'utiliseront pas de façons efficace (fourniront peu d'effort de réformes) à cause de l'altruisme des donateurs.

Etant donné la forte aversion à la pauvreté du donateur (altruisme du donateur) et le fait qu'il est difficile de définir des contrats de first-best et de second-best, Svensson (2000) propose de recourir à des organismes moins averses à la pauvreté que le donateur afin de rapprocher l'équilibre discrétionnaire de l'équilibre de second-best. Deux solutions sont en vue : soit le donateur a recours à des firmes privées, soit le donateur confie son budget d'aide à une institution multilatérale (telle que la Banque mondiale). Dans ce qui suit nous mettrons l'accent sur la délégation du budget de l'aide du donateur à une institution multilatérale.

- ***La délégation du budgétaire d'aide à une institution multilatérale***

Selon Svensson (2000) la délégation par le donateur de son budget d'aide au développement à une institution multilatérale pourrait trouver son fondement théorique dans la littérature économique en matière de gestion de la politique économique. En effet, les hommes politiques ont souvent tendance à plus dépenser pour des raisons strictement électorales. Ainsi leur laisser la gestion de la politique économique pourrait entraîner des conséquences désastreuses pour l'économie (par exemple l'hyperinflation). Par conséquent, il était plus rationnel de confier la gestion de la politique économique à un agent indépendant de l'autorité publique. En l'occurrence à une Banque Centrale indépendante.

Svensson (2000) montre que ce résultat pourrait-être appliqué au problème de l'incohérence temporelle des politiques d'aide au développement du donateur. Pour ce faire Svensson (2000) se base sur le fait que des institutions comme la Banque Mondiale et le Fonds

Monétaire International (FMI) sont souvent critiqués pour leur inflexibilité dans leurs programmes d'ajustement qu'elles mènent dans le but de redresser des économies en crises aux prix de coupes dans les dépenses publiques et de dépenses sociales (qui auraient pu servir pour lutter contre la pauvreté). Et donc, ces institutions peuvent être considérées comme moins averses à la pauvreté que le donateur bilatéral (supposé altruiste). Il montre ci-après que si le donateur délègue son budget d'aide à une telle institution, dont le mandat est plus axé sur l'efficacité de l'aide, alors cela permettrait d'accroître le bien-être des pauvres. En effet, puisque l'organisme d'aide est moins aversé à la pauvreté relative et qu'il vise une plus grande efficacité de l'aide, elle ne l'accordera qu'aux pays qui respectent leurs engagements en matière de réformes. Donc, les bénéficiaires potentiels sont tenus de mettre en œuvre les réformes promises s'ils veulent bénéficier de l'aide.

Soit le η le degré d'aversion relative du donateur à la pauvreté, supposé constant (par hypothèse) et défini par :

$$\eta = \frac{-u''(c_{nj})c_{nj}}{u'(c_{nj})} \quad (13)$$

Pour déterminer la valeur de l'aversion relative à la pauvreté du donateur bilatéral sous l'hypothèse ci-dessus, Svensson (2000) exploite la condition de premier ordre de l'équilibre discrétionnaire défini comme suit :

$$u'(C_1(s))h'(a_1(s)) - u'(C_2(s))h'(a_2(s)) = 0, \quad \forall s \in S$$

Ainsi, on obtient la valeur suivante :

$$\hat{\eta} = \frac{h'(a^{fb}(\gamma, \beta))}{u'(c_2^{fb}(\gamma, \beta))h'(a_2^{fb}(\gamma, \beta))} \quad (14)$$

Plus η est grand plus le donateur bilatéral est aversé à la pauvreté relative et donc moins il se consacre sur l'efficacité de l'aide. Il est donc évident dans cette condition qu'une baisse du degré d'aversion relative à la pauvreté modifierait la répartition de l'aide. Alors Svensson postule que :

Proposition 2 :

La délégation du budget d'aide par le donateur bilatéral à un organisme d'aide multilatérale moins averse à la pauvreté relative permet d'atteindre l'optimum de second rang (*second-best*).

Preuve 2 :

Il est évident qu'un bailleur de fonds (donateur multilatéral) avec une moindre aversion à la pauvreté relative η^* , où

$$\eta^* = \frac{h'(a^{sb}(\gamma, \beta))}{u'(c_2^{sb}(\gamma, \beta))h'(a_2^{sb}(\gamma, \beta))} \quad (15)$$

permettra d'obtenir le l'optimum de second rang (second – best). En effet, le numérateur est plus petit et le dénominateur plus dans que celui de l'équation (14). Ce qui entraîne

$$\eta^* < \hat{\eta}.$$

Par conséquent, la délégation de l'aide à un organisme d'aide multilatéral permet de rapprocher l'équilibre discrétionnaire de l'équilibre de second rang. En effet, l'optimum du régime discrétionnaire résulte de l'aléa moral des bénéficiaires qui internalisent dans leurs fonctions d'utilité l'altruisme du donateur bilatéral (aversion à la pauvreté). Donc, en déléguant son budget d'aide à un organisme moins averse à la pauvreté et ayant pour objectif l'efficacité de l'aide, le donateur pousse les bénéficiaires potentiels à réagir en faisant plus d'effort de réforme. Faute de quoi, ils seront sanctionnés par le donateur multilatéral. Par conséquent, les bénéficiaires potentiels feront l'effort nécessaire pour pouvoir bénéficier de l'aide. Et donc ces derniers sont obligés d'accroître le bien-être des pauvres. Ce qui conduit à l'équilibre de second-rang (second-best).

b - / Implication du modèle de Svensson (2000) en termes de politique d'aide.

Le modèle principal-agent de Svensson (2000) soulève les limites de la conditionnalité. Selon Svensson la conditionnalité se heurte au problème de l'aléa moral et de l'asymétrie d'information. Elle ne peut fonctionner que si le donateur dispose d'une forte technologie

d'engage ex ante (information pertinente). Une alternative pour lutter contre l'aléa moral est que le donateur bilatéral délègue son budget d'aide à un organisme moins averse à la pauvreté que lui-même. Ce qui entrainerait, selon Svensson (2000), une plus grande efficacité de l'aide. Autrement dit, en déléguant son budget d'aide à une institution telle que la Banque Mondiale ou le FMI, le donateur bilatéral améliore l'efficacité de son aide. Svensson donne ainsi une justification de l'existence de l'aide publique multilatérale puisqu'il encourage le transfert des budgets d'aide des donateurs bilatéraux vers les institutions multilatérales.

c - / Les limites du modèle de Svensson (2000).

Une des limites du modèle de Svensson (2000) est qu'il ne prend pas en compte la diversité des caractéristiques des bénéficiaires. Svensson considère que les deux bénéficiaires sont identiques sur tous les plans et donc ont le même comportement ex ante. Cependant la plus forte critique du modèle de Svensson (2000) a été formulée par Hagen (2006). Ce dernier souligne que le modèle de Svensson (2000) ne peut expliquer pourquoi deux donateurs ayant des degrés d'aversions à la pauvreté opposés délèguent une part importante de leurs budgets à des organismes multilatéraux. Le tableau ci-dessous soulève une question à laquelle le modèle de Svensson (2000) n'est pas en mesure d'apporter de réponse. Il révèle que les Etats-Unis (jugés moins adverse à la pauvreté et poursuivant souvent leurs propres intérêts) ont délégués plus du quart de leur budget d'aide (27,5%) à des institutions multilatérales. Une part presque égale à celles des pays scandinaves (jugés plus préoccupés par la pauvreté, et donc sont plus averses à la pauvreté). En d'autres termes, le modèle de Svensson (2000) ne peut expliquer pourquoi les Etats-Unis délèguent une part importante de leur budget d'aide à des donateurs multilatéraux (telle que la Banque Mondiale) considérés comme plus averses à la pauvreté qu'eux-mêmes.

Tableau 5 : Répartition de l'APD total en % des pays du CAD en 2001

Pays	1. APD bilatérale	2. Pour les ONG	3. Pour les institutions multilatérales	4. L'aide déléguée (2 +3)	5. L'aide non-délégué (1-2)
Australie	75,7	0.1	24,3	24,4	75,6
Autriche	64,1	0.3	35,9	36,2	63,8
Belgique	57,9	0.6	42,1	42,7	57,3
Canada	78,3	11,0	21,7	32,7	67,3
Danemark	63,3	0.6	36,7	37,3	62,7
Finlande	57,7	1.1	42,3	43,4	56,6
France	61,8	0.6	38,2	38,8	61,2
Allemagne	57,2	-	42,8	-	-
Grèce	40,9	-	59,1	-	-
Irlande	64,3	9.6	35,7	45,3	54,7
Italie	27,2	5.2	72,8	78,0	22,0
Japon	75,7	1.8	24,3	26,1	73,9
Luxembourg	75,2	0.6	24,8	25,4	74,6
Pays-Bas	70,1	9.8	29,9	39,7	60,3
Nouvelle-Zélande	75,9	4.4	24,1	28,5	71,5
Norvège	69,9	-	30,1	-	30,1
Portugal	68,3	0.6	31,7	32,3	67,7
Espagne	66,2	0.3	33,8	34,2	65,8
Suède	72,3	5.1	27,7	32,8	67,2
Suisse	71,0	3.6	29,0	32,6	67,4
Royaume-Uni	57,3	4.1	42,7	46,9	53,1
USA	72,5	-	27,5	-	-
Moyenne du CAD	66,9	2.2	33,1	35,3	64,7

Source: Hagen, 2006, Calculs basés sur les données du CAD 2002

Hagen (2006) part de l'idée que les plus grands donateurs du CAD tels que les Etats-Unis sont plus réoccupés par d'autres sujets que par la répartition de l'aide. Il montre qu'un donateur bilatéral qui a une moindre aversion à la pauvreté relative que l'organisme multilatéral peut avoir intérêt à déléguer son budget d'aide à ce dernier si cela lui procure un gain d'efficacité⁴. Son résultat intuitif peut s'énoncer comme suit :

⁴ Hagen (2006) « Samaritan agents ? on the strategic delegation of aid policy » pour plus de détails

Si $\eta^* = \hat{\eta}$ alors le donateur n'a pas de gain à retirer de la délégation

Quand $\eta^* \neq \hat{\eta}$, alors le donateur tire profit de la délégation. Si $\eta^* > \hat{\eta}$ ($\eta^* < \hat{\eta}$) le l'organisme multilatéral est moins (plus) préoccupé par l'inégalité que par le donateur bilatéral.

Hagen donne ainsi une justification de la délégation d'une partie de leurs budgets à une institution multilatérale telle que la Banque Mondiale par deux donateurs ayant des degrés d'altruisme totalement opposés.

Azam et Laffont (2003) et Kern et Bissiriou (2008) jugent qu'une conditionnalité exigeant une plus grande prise en compte des Organisations Non Gouvernementales (ONG) locales dans le processus de réduction de la pauvreté pourrait aussi améliorer l'efficacité de l'aide.

2 - / Un partenariat avec les ONG pour améliorer l'efficacité de l'aide (Azam et Laffont, 2003).

Azam et Laffont (2003) démontrent que l'objectif du donateur bilatéral peut-être atteint s'il existe une coordination entre les gouvernements bénéficiaires et les ONG locales. En effet, puisque les contrats d'aide ne lient que le donateur et les gouvernements bénéficiaires, alors dans un contexte de fongibilité de l'APD, ces contrats ne prendront pas en compte l'activité des ONG locales engagées dans la lutte contre la pauvreté. Par contre, la coordination entre le gouvernement bénéficiaire et les ONG locales est susceptible d'être plus efficace que la seule action du gouvernement d'autant plus que les ONG ont une bonne connaissance du terrain et sont très proches des populations. Ainsi en présence d'ONG locales luttant contre la pauvreté le contrat d'aide optimal serait un quadruplet :

$$\{a, C_p, T, H\}$$

Avec :

a : L'allocation d'aide

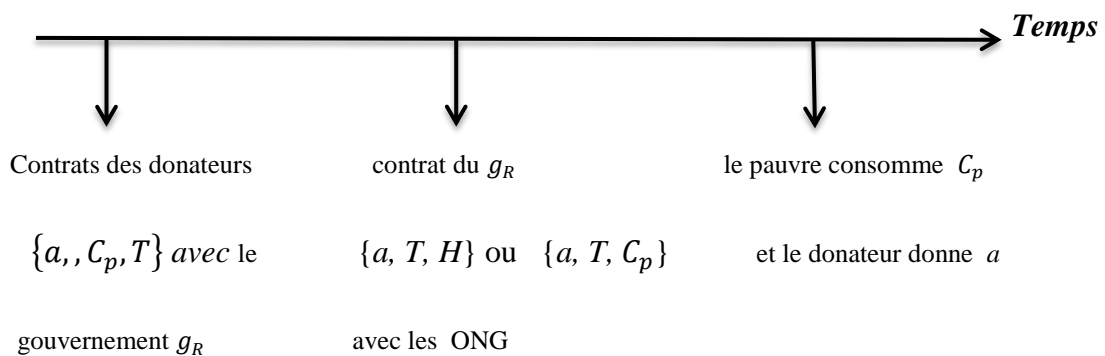
C_p : Consommation du pauvre

T : Réformes politiques

H : système de redistribution

Ainsi la conditionnalité ne porterait pas seulement sur l'obligation de résultats $\{C_p, H\}$ (augmentation de la consommation du pauvre au Sud, nécessité d'impliquer les ONG volontaires dans le système de redistribution de l'aide), mais également sur certaines réformes politiques (T). Le schéma suivant décrit comment l'activité des ONG peut contribuer à l'accroissement de la consommation du pauvre.

Schéma 1 : L'effet de la coordination sur la consommation du pauvre au Sud



Source : *Azam et Laffont, 20003*

En considérant l'existence d'une coordination entre le gouvernement bénéficiaire de l'APD et les ONG locales, le contrat d'aide s'exécute comme suit :

- A la première étape, le donateur propose au gouvernement du Sud le contrat suivant : « *je vous donne a (APD) si vous contribuez à T et réaliser C_p* ». Celui-ci acceptera le contrat si d'une part, la contrainte de participation des ONG les moins altruistes n'est pas violée et d'autre part, s'il est sûr que l'objectif sera atteint.
- Ainsi, après avoir accepté le contrat d'aide le gouvernement bénéficiaire confirmera à son tour aux ONG un mandat de réduction de la pauvreté. Cette délégation de mandat peut être énoncée comme suit : « *je mets a, T, H dans le système de redistribution si vous réalisez l'objectif C_p* ».
- Ensuite l'utilisation efficace de l'aide par les ONG permettra d'accroître la consommation du pauvre au Sud, et donc d'atteindre l'objectif du donateur.

L'approche principal-agent de l'analyse de l'efficacité de l'aide offre une meilleure compréhension du marché de l'APD dans la mesure où elle tente de décrire le plus fidèlement possible les comportements des différents acteurs prenant part à ce marché. Les modèles de Svensson (2000) et Azam et Laffont (2003) nous proposent différents procédés pour améliorer l'efficacité de l'aide. Toutefois, certains acteurs ne sont pas pris en compte (les contribuables : le citoyens du pays donateur) ; ou bien le rôle que les bénéficiaires finaux peuvent jouer pour rendre l'aide plus efficace est négligé.

Comme le souligne Martens et *al* (2002), le marché de l'aide au développement est caractérisé par le fait que le donateur initial (contribuable) et le bénéficiaire final (pauvre) n'entretiennent aucune relation contractuelle. Et donc, cette rupture de la boucle informationnelle peut entacher l'efficacité de l'aide. Svensson (2006) explore à la suite Martens et *al* (2002) l'effet de la rupture de la boucle informationnelle sur l'attitude des agences d'aide. Il souligne que le comportement des agences d'aide influence la manière dont les pays bénéficiaires utilisent l'aide au développement. Etant donné que les agences d'aide ne reçoivent pas de fortes pressions quant à la nécessité de résultats, elles sont plus concentrées sur le budget de l'aide que sur son impact en termes de réduction de la pauvreté.

SECTION 2 : UNE NOUVELLE VOIE DE RECHERCHE SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE

Comme souligné précédemment, l'analyse principal-agent de l'aide au développement se concentre principalement sur la relation donateur-gouvernement du pays bénéficiaire et néglige les relations qu'entretiennent le donateur et ses citoyens mais également la relation entre le gouvernement du pays bénéficiaire et sa population.

En réalité, pour étudier l'effet des différents comportements des agents sur l'efficacité de l'aide publique au développement, le marché de l'aide bilatéral serait mieux représenté sous forme d'un modèle principal-agent, avec deux principaux (contribuable du Nord et le pauvre du Sud) et deux agents (donateur du Nord et gouvernement du Sud). Cependant, la complexité d'un tel modèle, voir l'impossibilité de le résoudre, conduit les théoriciens à se concentrer sur la relation donateur-gouvernement du Sud. Néanmoins, il serait peut-être pertinent d'étudier les conséquences de la relation entre le gouvernement bénéficiaire et sa population sur l'efficacité de l'aide. Puisque l'aide au développement vise à augmenter le bien-être des pauvres dans le Sud, son efficacité dépendrait en grande partie du pouvoir de contrôle qu'ont les pauvres sur leurs dirigeants.

Svensson (1999) étudie l'effet de la démocratie sur l'efficacité de l'aide en termes de croissance. Il utilise un modèle de croissance de type Burnside et Dollar (2000). Ses résultats économétriques font apparaître un effet non significatif de l'aide sur la croissance et un effet significatif du terme d'interaction entre l'aide et l'indicateur de démocratie. Autrement dit, l'aide n'est efficace que dans les pays qui ont atteint un certain niveau de démocratie. Dans les autocraties, l'aide serait inefficace.

Kosack (2003) arrive à la même conclusion en utilisant comme variable explicative le bien-être (mesuré par l'IDH). Les libertés individuelles, l'existence de bonnes institutions permettraient une plus grande efficacité de l'aide. Ainsi, toute politique visant à renforcer la démocratie dans les pays en développement serait de nature à rendre l'aide plus efficace et devrait être encouragée, recommande-t-il.

Dans cette section, nous nous intéressons aux différents jeux stratégiques qui peuvent exister entre les pauvres du Sud et leur gouvernement car en réalité le gouvernement n'est rien d'autre qu'un mandataire. Son rôle premier est d'améliorer la qualité de vie de son mandant (sa population). Par conséquent, la probabilité qu'il mène à bien sa mission dépendra, en

partie, de la capacité de contrôle du mandant et de la sanction encourue en cas d'échec. Nous nous concentrerons dans un premier temps sur l'effet de l'asymétrie d'information entre les deux agents (le gouvernement Sud et le pauvre) sur l'efficacité de l'aide. Ensuite, nous tenterons de voir sous quelles conditions le donateur pourrait rendre l'information plus accessible pour le pauvre. Et en fin, à l'aide d'un modèle de croissance nous tenterons de vérifier, pour le cas des pays de l'Afrique Sub-saharienne, si cette rupture informationnelle à un impact significatif sur l'efficacité de l'aide en termes de croissance.

A - / L'asymétrie d'information entre le gouvernement et son peuple peut-il être une des principales causes de l'inefficacité de l'aide ?

Nous avons montré dans la section précédente que l'inefficacité de l'aide pouvait être due soit à l'aléa moral du gouvernement du Sud qui profiterait de l'altruisme du donateur, soit à la fois par le comportement du donateur (qui poursuit ses intérêts) et le manque de volonté du gouvernement du Sud. Dans ces cas, il nous paraît important de se poser la question suivante : qu'advierait de l'efficacité de l'aide si les pauvres du Sud disposaient d'une information parfaite sur les contrats d'aide que signent leur gouvernement, et surtout s'ils détenaient des informations précises sur la matière dont l'aide est censée être utilisée pour améliorer leur quotidien ? Cette question nous semble d'autant plus importante que le donateur est altruiste. Dans le cas où le donateur poursuit ses propres intérêts, il est raisonnable d'admettre qu'il ne soit pas incité de sanctionner le gouvernement du Sud tant que ses intérêts ne sont pas menacés, et encore moins d'œuvrer pour plus de transparence entre le gouvernement du Sud et sa population (sous peine de voir leur accord dénoncé par les pauvres s'ils n'en tirent pas profit).

Certes, les montants des transferts de fonds sont souvent rendus publics (On peut les retrouver dans des sites officiels). Mais cette information à la disposition du public, n'est malheureusement pas à la portée du public concerné (les pauvres). Quelques explications peuvent être apportées à ce paradoxe informationnel. D'une part, le taux d'alphabétisation dans les pays pauvres est généralement faible. Et d'autre part, il est raisonnablement admis que le coût de s'informer pour un pauvre est relativement élevé.

Ainsi, pour se saisir de la question nous proposons un jeu à trois agents : le donateur altruiste du Nord, le gouvernement du Sud et le pauvre du Sud (qui représente l'ensemble de la

population du pays du Sud, que nous supposons pauvre par hypothèse). La caractéristique principale de ce jeu est l'existence de deux principaux (le donateur et le pauvre) qui se partagent le même agent (le gouvernement du Sud). Le pauvre du Sud cherche à augmenter son niveau de vie et confie cette tâche à son gouvernement. Et de l'autre côté le donateur altruiste du Nord cherche à aider le pauvre du Sud et mandate le gouvernement du Sud. Par hypothèse nous supposons que les agents sont rationnels.

- **Le déroulement du Jeu**

A la suite d'élections dans le pays pauvre, la population désigne un gouvernement qui doit se charger d'améliorer son niveau de vie.

Après les élections, le gouvernement du Sud reçoit une aide (don) d'un donateur altruiste du Nord. L'objet de ce don étant d'augmenter la consommation du pauvre dans le Sud.

Le gouvernement a deux objectifs. Son principal objectif est d'être réélu et le second d'augmenter sa propre consommation (gouvernement opportuniste).

Pour étudier la stratégie que va adopter le gouvernement du Sud dans l'utilisation du don, nous proposons deux sous-jeux.

- 1^{er} cas : le pauvre ne dispose d'aucune information sur l'existence du don reçu par son gouvernement et encore moins sur l'utilisation prévue des fonds par le donateur. Par ailleurs, nous supposons que le donateur ne peut pas contraindre le gouvernement du sud à utiliser efficacement l'aide.
- 2^{ème} cas : le pauvre possède une information parfaite sur l'existence du don et sur le bien-fondé de l'action du donateur. Et donc, son espérance de sortir de la pauvreté est immense.

Ci-après, nous présentons les matrices des paiements des différentes stratégies que peut adopter le gouvernement en fonction de l'information que dispose le pauvre.

1- / Cas 1 : Il existe une asymétrie d'information entre le pauvre et le gouvernement

En effet, ici le gouvernement dispose d'un avantage par rapport au pauvre. Il sait que le pauvre ignore qu'il a reçu des fonds, qui utilisés efficacement serviront à améliorer considérablement le quotidien du pauvre. Nous supposons que le gouvernement connaît toutes les issues possibles du jeu et leurs paiements alors que le pauvre ne s'en tient qu'au constat sur l'évolution de son niveau de vie.

Le jeu se déroule comme suit :

Le gouvernement choisit en premier sa stratégie tout en sachant que le pauvre ignore l'existence du don. Ensuite, le pauvre décide de le réélire ou pas selon l'amélioration ou pas de son niveau de vie. La matrice des paiements 3 nous donne les issues possibles de ce jeu :

Matrice 3 : Asymétrie d'information entre les deux agents

		Gouvernement	
		Utiliser efficacement le don (a_1)	Ne pas utiliser efficacement le don (a_2)
Pauvre	Réélire (b_1)	(4,4)	(1,6)
	Ne pas réélire (b_2)	(2,-5)	(-2,3)

L'équilibre de Nash de ce jeu est le couple (1,6). Puisque c'est le gouvernement qui joue en premier, il choisira sa stratégie dominante qui est la stratégie a_2 . Cela s'explique par le fait toute faible amélioration du niveau de vie du pauvre entraîne une certaine satisfaction de celui-ci puisque l'espoir n'était pas grand. Ainsi, en choisissant la stratégie a_2 , le gouvernement laisse deux choix au pauvre : soit de le réélire et d'espérer que le gouvernement fera mieux durant son second mandat (d'où le gain positif 1), soit de ne pas le réélire et perdre toute espoir qu'une amélioration de son niveau de vie est possible (d'où le paiement -2).

En tout état de cause, Il apparait que dans ces conditions (asymétrie d'information entre les deux agents), le gouvernement à raisonnablement toutes les chances d'être réélu sans avoir besoin d'utiliser efficacement l'aide.

On voit par cet exemple que l'optimum social, le couple (4,4) – l'équivalent d'une aide efficace – ne sera pas atteint car le pauvre ne dispose pas de la bonne information qui lui aurait permis de sanctionner son gouvernement lors des élections. Ainsi, le gouvernement n'est pas contraint d'utiliser efficacement l'aide puisque sa réélection n'en dépend pas. Son seul souci est de garder une certaine popularité auprès des pauvres pour être sûr d'être réélu. Par conséquent, une part relativement faible de l'aide reçu servira à entretenir cette popularité. Et le reste de l'aide sera utilisé pour augmenter sa propre consommation.

2 - / Cas : Le pauvre possède toutes les informations sur le don.

Le fait que toute l'information sur le montant de l'aide, son but soit aussi détenue par le pauvre changera forcément la stratégie du gouvernement. La matrice suivante nous donne les issues possibles du jeu stratégique entre le gouvernement et le pauvre.

Nous considérons un jeu séquentiel dans lequel le gouvernement joue en premier. Le pauvre observe l'action du gouvernement puis réagit.

Matrice 4 : Information symétrie entre les deux agents

		Gouvernement	
		Utiliser efficacement le don (a_1)	Ne pas utiliser efficacement le don (a_2)
Pauvre	Réélire (b_1)	(4,4)	(-2,6)
	Ne pas réélire (b_2)	(2,-5)	(1,-1)

Dans ce jeu, le couple (4,4) est à la fois équilibre de Nash et l'optimum Social. En effet, l'existence d'une information symétrique lie la réélection du gouvernement à l'utilisation efficace de l'aide. Certes, une utilisation inefficace de l'aide peut lui procurer le gain le plus élevé (6). Mais ce résultat ne peut être rationnellement envisageable puisque la réaction du pauvre dépend de sa satisfaction sur la manière dont l'aide a été utilisée. Et donc, une mauvaise utilisation de l'aide conduira à l'équilibre (1,-1). Par conséquent le gouvernement n'a pas intérêt à jouer cette stratégie (a_1). Ce qui l'oblige à utiliser l'aide au profit du pauvre pour espérer d'être réélu.

Par ces deux sous-jeux nous avons montré que, indépendamment de la relation donateur du Nord-gouvernement du Sud, l'efficacité de l'aide pourrait être améliorée à condition que les pauvres dispose d'une information pertinente sur l'aide fournie. En effet, plus les pauvres sont informés, plus leur utilité espérée est grande et plus la sanction, en cas de détournement des fonds, sera élevée. Par conséquent, l'aide sera d'autant plus efficace que le gap informationnel entre le gouvernement et les pauvres est réduit.

Ainsi, il nous paraît important de prendre en compte dans l'analyse de l'efficacité de l'aide la relation entre le gouvernement du pays en développement et sa population. C'est aussi un axe de recherche qui nous semble important d'explorer afin de mettre en place un processus de délivrance de l'aide susceptible de rendre l'aide plus efficace.

Si l'on admet que l'efficacité de l'aide au développement dépend en partie de l'information dont dispose les pauvres, alors une question mérite, à notre avis, d'être posée. Comment rendre l'information sur les programmes d'aide plus accessible aux pauvres ?

Pour répondre à cette question, nous nous positionnons, sur l'approche de Svensson (2000) et Azam et Laffont (2003). Nous considérons, par hypothèse, que le donateur est altruiste et qu'il fait face au problème de l'incohérence temporelle. A la différence de Svensson (2000) qui cherche à déléguer le budget de l'aide à un autre agent moins altruiste que le donateur et d'Azam et Laffont (2003) qui cherchent à introduire un partenariat public-privé dans l'exécution de l'aide, nous nous cherchons à donner aux pauvres la possibilité de sanctionner ses gouvernants en cas de mauvaise utilisation de l'aide grâce à la transmission de

l'information. Et donc, notre objectif est de voir comment mettre l'information concernant l'aide à la portée des pauvres.

Deux solutions sont au moins envisageables. La première est d'exiger au gouvernement du Sud (par la conditionnalité) plus de transparence dans la gestion de l'aide. Cependant l'expérience de la conditionnalité a montré les limites d'un tel procédé. La seconde solution, celle qui nous semble la plus efficace, est de charger à un autre agent (une ONG par exemple) de transmettre l'information aux pauvres moyennant une légère rémunération déduit du budget de l'aide. Pour mieux s'apercevoir de l'impact qu'aurait une telle méthode sur l'efficacité de l'aide, nous proposons un exemple pour l'illustrer.

Imaginons, un programme d'aide devant servir à construire 10 dispensaires et de financer 20 projets d'élevages dans une commune d'un pays pauvre X. L'accord d'aide est signé entre cette commune est un bailleur de fonds altruiste Y. Le donateur, charge une ONG locale d'en informer la population. Ce qui fût réalisé. Par ailleurs, le programme doit être exécuté à la veille des élections municipales.

Sous l'hypothèse que le maire ambitionne d'être réélu, la diffusion de l'information concernant le programme d'aide aura des conséquences sur la manière dont le programme sera exécuté. Le maire de la commune est contraint par le transfert de l'information d'exécuter une très grande partie du programme avant les élections. Rendant ainsi l'aide efficace.

L'avantage d'une telle méthode est de donner à chaque pauvre la chance de sortir de la pauvreté et d'éviter en même temps d'en condamner d'autres (par le biais de la sélectivité) à cause des fautes de leurs dirigeants. Contrairement à la sélectivité basée sur les politiques économiques, cette politique d'aide au développement chercherait à mettre en place un mécanisme d'une sanction fiable en cas de mauvaise utilisation de l'aide.

Pour vérifier notre résultat intuitif, nous allons tester de façon empirique l'impact du manque de transparence dans la gestion publique sur l'efficacité de l'aide. Notre étude économétrique se concentrera uniquement sur les pays de l'Afrique Sub-saharienne.

B- / L'étude de cas : le cas des pays de l'Afrique Sub-saharienne.

Dans cette dernière partie, nous allons tenter de vérifier si le gap informationnel entre le gouvernement et sa population peut-être l'une des explications de l'inefficacité de l'aide au développement. Notre étude empirique portera sur les pays de l'Afrique Sub-saharienne qui sont quasiment tous receveurs de l'aide étrangère à l'exception peut-être de l'Afrique du Sud, qui a rejoint le groupe des « pays émergents » ces dernières années. D'ailleurs nous l'avons exclu de notre échantillon. Nous utiliserons dans cette étude le niveau de démocratie dans le pays comme proxy du gap informationnel.

1- Description du modèle et de l'échantillon

Nous utilisons un modèle standard de croissance économique tel que celui utilisé par Ali et Hodan (2005). Nous nous différencions de ces derniers dans le choix de la variable d'intérêt. Alors qu'Ali et Hodan utilisent l'indicateur de politique tel que décrit par Dollar et Burnside (2000), nous nous intéressons à l'effet de la démocratie sur l'efficacité de l'aide comme dans l'étude de Svensson (1999). Notre équation de croissance se présente comme suit :

$$g_{it} = \beta_0 + y_{it}\beta_y + a_{it}\beta_a + d_{it}\beta_P + a_{it}d_{it}\beta_1 + S_{it}\beta_S + E_{it}\beta_E + \varepsilon^g_{it}$$

Avec :

i : l'indice du pays

t : Indice du temps

g_{it} : Le taux de croissance du PIB réel par habitant

y_{it} : Le PIB initial par habitant au dollar et à prix constant 2000

a_{it} : Le rapport en l'aide reçue et le PIB (aide/PIB)

d_{it} : Indicateur de démocratie

S_{it} : Epargne intérieur brut (% du PIB)

E_{it} : Excédent commercial (% du PIB)

ε^g_{it} : Termes d'erreurs

La variable PIB initial (y_{it}) sert à vérifier l'hypothèse de convergence. Ainsi, on s'attend à ce que son coefficient (β_y) soit négatif. Quant au coefficient de notre variable d'intérêt (variable d'interaction entre l'aide et la démocratie) nous nous attendons à ce qu'il soit positif (β_1). Autrement dit, nous nous attendons à ce que l'aide ait un impact positif dans les pays démocratiques. Par manque de données sur certains pays de notre échantillon nous utilisons dans notre étude l'épargne intérieure en pourcentage du PIB au lieu de l'Investissement Direct Etranger. Le signe attendu du coefficient de l'épargne intérieure (β_S) est positif. Pour ce qui est du coefficient de l'excédent commercial (β_E), nous nous attendons à un signe négatif au vu de l'échantillon que nous avons choisi. En effet, la plupart des pays de l'Afrique Sub-saharienne ont un solde commercial structurellement négatif.

Pour ces mêmes problèmes de données, notre échantillon comporte de 37 pays pour une période de 20 ans allant de 1987 à 2006. Nos données sont tirées de la base de données de la Banque Mondiale excepté pour l'indicateur de démocratie que nous avons tiré de la base de données de Pipa Norris. Le tableau suivant nous donne l'ensemble des pays de notre échantillon et le tableau d'après nous donne une description plus globale de notre base de données.

Tableau 6 : La liste des pays

Zone	Pays
Afrique Sub-saharienne	Burundi, Bénin, Burkina-Faso, Botswana, Centrafrique, Cameroun, République de Congo Brazzaville, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Gambie, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Guinée-Equatoriale, Kenya, Libéria, Lesotho, Madagascar, Mali, Mozambique, Mauritanie, Malawi, Île Maurice, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Soudan, Sénégal, Sierra-Léone, Swaziland, Tchad, Togo, Uganda, Zambie, Zimbabwe

Tableau 7 : description des variables et sources des données

<i>Variables</i>	<i>Noms</i>	<i>Source</i>	<i>Unité</i>	<i>Période-disponible</i>
g_{it}	PIB/tête (en croissance annuelle)	Banque Mondiale	En croissance annuelle (%)	1987-2006 Disponibles pour tous les pays (37)
y_{it}	PIB initial/tête PIB initial/tête en US constant 20000	Banque Mondiale	en dollars US constant 2000	1987-2006 Disponibles pour tous les pays
a_{it}	AID/PIB	Banque Mondiale	En pourcentage	1987-2006 Disponibles pour tous les pays
d_{it}	-Indicateur de démocratie libérale de Freedom House (standardisé sur une échelle de 100 points) -indicateur de démocratie de POLITY IV (Democ)	Pippa Norris. 2009. Democracy Time-series Dataset: Variable Labels. Release January 2009	-Echelle de 0 à 100 points. 0 : pays pas libre -0 :pire situation, 10 :meilleure situation	1987-2006 Disponibles pour tous les pays
E_{it}	Excédant de la balance commerciale	Banque Mondiale	En % du PIB	1987-2006 Quelques données manquantes pour la pour la Guinée-Bissau, le Libéria et le Niger (1 année : 2006)
S_{it}	Epargne Intérieur brut	Banque Mondiale	En % du PIB	Mêmes remarques que précédentes

2-/ Méthode d'estimation

Dans un premier temps, nous utilisons l'estimateur des effets aléatoires. En effet la présence d'une variable invariante dans le temps, en l'occurrence le PIB initial, ne nous permet d'utiliser l'estimateur des effets fixes car cet estimateur n'estime dans les coefficients des variables invariantes dans le temps. Ainsi donc, ce critère de choix nous évite de faire le diagnostic panel pour déterminer lequel des estimateurs entre l'estimateur des effets fixes et l'estimateur des effets aléatoires est le mieux approprié. Cependant l'utilisation de l'estimateur des effets aléatoires entraîne souvent des problèmes de biais. Le test de Breusch-Pagan que nous avons effectué révèle un biais d'hétéroscédasticité. Nous utilisons l'estimateur de Hausman-Taylor pour corriger ce biais et éventuellement celui d'endogénéité.

3-/ Résultats

Dans un premier temps nous utilisons l'indicateur de Freedom House⁵ comme mesure de la démocratie (régression 1). Celui-ci est un indicateur des libertés civiles et politiques. Pour faciliter l'interprétation des résultats, nous utilisons l'indicateur de Freedom House standardisé sur une échelle de 100. Nos résultats obtenus suite à la régression avec l'estimateur de Housman-Taylor sont conformes à nos attentes. Les signes attendus des coefficients sont vérifiés. Nos résultats suggèrent que l'aide n'a d'impact significatif et positif sur la croissance du PIB par habitant que dans un environnement démocratique. Le coefficient de notre variable d'interaction entre l'aide et la démocratie (aidDemocracy) est positif et significatif à 1%. Tandis que celui de l'aide (aidgdp) est négatif et non significatif (voir tableau).

Par ailleurs, nos résultats ne nous permettent pas de confirmer dans le cas de l'Afrique Sub-saharienne l'hypothèse des rendements décroissants émise par Collier et Dollar (2002) puisque l'aide n'est significative. Or il faudrait, pour vérifier cette hypothèse que le coefficient de l'aide soit positif et significatif et celui de l'aide au carré soit négatif et significatif. Nos résultats ne vérifient pas les deux conditions.

⁵ Pour plus de détails consultez le site : <http://www.freedomhouse.org/>

Tableau 8 : Estimation panel du PIB par habitant avec l'estimateur Hausman Taylor (Indicateur de démocratie de Freedom-House et indicateur Democ de Polity IV).

	Régression 1		Régression 2	
Estimateur	Hausman-Taylor		Hausman Taylor	
	coefficient	T de Student	coefficient	T de Student
TVexogenous				
Aid2	-0,00265***	-2,87	-0,031***	-3,32
AidDemocracy	0,0029***	2,68	0,0172**	2,23
Epgdp	0,262***	7,89	,2658***	7,98
Inflationgdp	0,0082	0,81	0,0082	0,80
TVendogenous				
Aidgdp	-0,022	-0,26	0,0866	1,25
Democracy	-0,0247	-1,03	-0,2345	-1,43
Tradebalance	-0,1576***	-5,29	-0,1571***	-5,2
TIexogenous				
gdpinitial	-0,0012	-1,92*	-0,0012	-2,08**
constant	-1,83	1,25	-2,5048**	-2,22
Nombre d'observation	693		695	
sigma_u	1,9107721		1,8727363	
Sigma_e	5,6449865		5,6685346	
rho	0,10279748		0,09840622	

Pour tester la robustesse de notre modèle nous utilisons l'indicateur DEMOC de POLITY IV comme proxy de la démocratie (régression 2). Celui-ci mesure la démocratie sur une échelle allant de 0 à 10, 10 étant la meilleure note que l'on peut attribuer à un pays. Autrement la note 10 représente la parfaite démocratie. Cependant Polity IV n'attribue pas de note à un pays considéré être en transition. Et donne donc pour certains des pays de notre échantillon, il existe des données manquantes pour quelques années. Pour pallier à ce manque de données, nous avons fait l'hypothèse que la situation pendant la période de transition n'est pas en moyenne significativement différente de la situation avant et après la transition. Ainsi nous avons fait la moyenne entre la note du pays avant la transition et la note du pays après la transition. Cette note obtenue a été considérée comme celle du pays pendant la période de transition.

Les résultats de notre seconde estimation viennent conforter ceux de la première. Ils suggèrent également que l'aide n'est efficace que dans les pays ayant un certain niveau de démocratie. Nous reportons en annexe 5 nos estimations du modèle réalisé avec le logiciel Stata 2011.

Nous avons considéré la démocratie comme un proxy du gap informationnel entre les gouvernants et leur population en ce sens que dans un pays où les institutions démocratiques jouent pleinement leur rôle, la gestion des deniers publics est généralement plus optimale.

En prenant les indicateurs de démocratie de Freedom-House et de Polity IV pour vérifier si l'asymétrie d'information entre le gouvernement et son peuple pouvait impacter négativement l'efficacité de l'aide, notre étude de cas sur les pays de l'Afrique Sub-saharienne suggère que l'aide n'est efficace que dans un environnement où le gap informationnel est réduite. Autrement dit, la démocratie favorise l'utilisation de l'aide de façon efficace. Par conséquent, la dictature, qui est un système où l'information est imparfaite serait de nature à la rendre moins efficace.

Par ailleurs, il nous semble important de souligner les limites de notre étude. D'une part, la taille de notre échantillon est très petite (37 pays) et l'échantillon ne regroupe que des pays de l'Afrique Sub-saharienne. D'autre part, le proxy du gap d'informationnel que nous avons utilisé nous semble très limité car il se peut qu'il ait une démocratie et que la population n'ait pas la bonne information. Cela peut-être dû à un taux d'alphabétisation élevé dans le pays. L'information peut être disponible mais que la population n'ait pas les moyens de l'exploiter.

Par conséquent, la vérification empirique de notre hypothèse nécessite une étude plus poussée afin de définir un meilleur proxy du gap informationnel entre les gouvernants et leur population. Dans nos prochaines études, nous nous concentrerons à mieux formaliser le marché de l'aide au développement et à construire un indicateur du gap informationnel prenant en compte de multiples formes de la rupture informationnelle telles que l'éducation et le niveau de démocratie

CONCLUSION :

Notre étude montre que les travaux sur de l'efficacité de l'aide au développement sont loin d'être exhaustives. Elle montre également la dominance de l'approche économétrique de l'analyse de l'efficacité de l'aide et un certain délaissement de la recherche par l'approche comportementale des acteurs participants au « marché de de l'APD ». Les quelques analyses comportementales sur les acteurs de ce marché révèlent de la pertinence d'une telle approche. Cependant ces travaux ne se limitent qu'à deux agents le donateur et le gouvernement du pays bénéficiaires.

En ajoutant le bénéficiaire final dans l'analyse de l'efficacité de l'aide, nous avons montré que l'inefficacité de l'aide ne dépendait pas uniquement de l'asymétrie d'information entre le donateur bilatéral et le gouvernement bénéficiaire du Sud. Elle peut-être aussi la résultante de l'asymétrie d'information entre le bénéficiaire final et son mandataire. Celui-ci qui pourrait profiter de la rupture de l'information pour utiliser l'aide à son profil. Notre jeu stratégique entre ces deux agents a montré que l'aide serait probablement mieux utilisé si le gap informationnel est réduit. D'où la nécessité de revoir, la politique de délivrance de l'aide. En impliquant les populations dans la mise en œuvre des politiques d'aide, en leur donnant des informations précises sur les programmes d'aide, nous parviendrons probablement à poser une menace plus crédible contre la mauvaise utilisation d'aide car l'utilité espéré du mandant (bénéficiaire final) sera d' autant plus élevée que les retombés des programmes d'aide au développement seront internalisés dans son programme de maximisation.

Notre étude de cas sur les pays de l'Afrique Sub-saharienne suggère que la démocratie favoriserait l'efficacité de l'aide. Etant donné que la démocratie est un système dans lequel la transparence, la liberté d'expression et de manifestation font office de principes et de droits inaliénables, nous pouvons déduire sous une certaine mesure que s'est le système dans lequel l'asymétrie d'information entre le gouvernement et sa population est le moins pesant. Cependant, il est important de souligner que ce proxy ne représente pas fidèlement le gap informationnel entre ces deux agents en ce sens que dans une démocratie il se peut qu'il ait rupture d'information entre le gouvernement et son peuple due à un taux élevé d'analphabétisme.

Cette approche d'analyser l'aide nous semble être une nouvelle piste de recherche sur l'efficacité de l'aide. Nous nous concentrerons dans nos prochains travaux sur ce sujet et nous tenterons de formaliser cette approche principal-agent entre gouvernement et son peuple et

éventuellement nous prendrons en compte le donateur dans un souci de mieux nous rapprocher plus à la réalité. Cette approche d'analyser l'aide au développement est développée peu dans la littérature économique. Comme en témoigne Ostrom (2011): *Quand je partais étudier différentes sortes de problèmes dans le monde, certains des collègues de mon département disaient, « Pourquoi allez-vous étudier cela ? Vous devriez étudier le gouvernement et le parlement, non les agriculteurs. » Il faut que le milieu universitaire soit impliqué et ne travaille pas seulement aux échelons officiels du gouvernement. Nous avons besoin de développer la théorie et de la tester, ainsi nous pouvons aller de l'avant.*

ANNEXES

ANNEXE 1 : EVOLUTION DE LA REVUE ECONOMIQUE SUR L'AIDE

Auteurs	Enseignements majeurs
AIDE ET CROISSANCE	
Papanek (1972)	Le ratio d'aide est positivement corrélé à la croissance du PIB.
Mosley (1980)	L'aide a un impact non significatif sur la croissance du PIB de tous les pays en développement.
Bonne (1995)	L'aide est consommée et qu'elle n'influe pas sur la croissance.
Michael H et al. (1995)	L'aide a un effet positif sur la croissance, mais sa performance dépend de politiques économiques (investissement public, déficit budgétaire, inflation).
Boone (1996)	L'impact de l'aide sur la consommation et l'investissement ne varie pas suivant les régimes politiques.
Mosley (1996)	L'aide a un impact positif minime sur la croissance qui ne lui permet pas d'influer sur la politique économique.
Berg (1997)	Plus l'aide s'accroît, plus les effets négatifs se multiplient et deviennent déstabilisateurs dans des pays où l'aide atteint jusqu'à 5% du PIB. Au-delà de 10% du PIB, l'aide affecte surtout les investissements publics.
AIDE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET INSTITUTIONS	
Burnside et Dollar (1997)	L'aide a un impact positif sur la croissance si la politique macroéconomique (déficit budgétaire, inflation, degré d'ouverture) est saine. L'aide n'influe pas sur cette politique.
Durbarry et al. (1998)	L'aide a un effet positif sur la croissance dans un environnement macroéconomique stable.
Chauvet et Guillaumont (1999)	Une bonne politique macroéconomique a une influence positive sur la croissance,

	indépendamment de l'aide ou de l'environnement extérieur.
Svensson J (1999)	L'effet de l'aide à long terme est conditionnel au degré de politisation et à la liberté civile. L'aide a un effet positif dans les pays qui ont des institutions gouvernementales fortes, particulièrement démocratiques.
Hansen et Tarp (2000, 2001)	L'effet marginal de l'aide sur la productivité semble diminuer quand les flux d'aide augmentent. Il n'y a aucune relation entre l'aide et la politique économique.
Burnside et Dollar (2000, 2004)	la réduction de la pauvreté est plus rapide si l'aide privilégie les pays très pauvres ayant des politiques économiques et des institutions de qualité.
Chauvet et Guillaumont (2004a)	La contribution marginale de l'aide à la croissance est susceptible d'être d'autant plus importante que les politiques économiques sont initialement faibles, puisque les perspectives d'amélioration grâce à l'aide sont grandes.
Jacquet (2006)	L'APD est un vecteur d'intérêts politiques, stratégiques étroitement liés à la reconstruction de l'après-guerre, de la guerre froide et de la décolonisation, avant de devenir une obligation morale. L'APD permet de se doter, pour en bénéficier, d'institutions saines, bien gouvernées et cela à travers la production des « biens publics globaux » qui profitent même aux pays donateurs.
Cohen et al. (2006)	La France est un des rares donateurs qui aide même des pays mal gouvernés. L'accent est mis, entre autres, sur la gestion de l'aide afin de la rendre plus efficace selon les chocs exogènes. Ainsi, le volume de l'aide et ses modalités doivent

	<p>tenir compte de la vulnérabilité des pays aidés en leur offrant une assurance en cas des chocs exogènes négatifs en échange de l'acceptation par le pays d'une gestion précautionneuse des finances publiques en période de chocs positifs.</p>
AIDE, GOUVERNANCE ET PAUVRETE	
Collier et Dollar (2001, 2002)	<p>L'aide n'est efficace que dans des pays qui ont des bonnes politiques économiques. Une combinaison de réformes et une allocation optimale d'aide peuvent conduire à une réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015 dans les pays africains.</p>
Kosack (2003)	<p>L'aide n'a un effet sur l'indicateur du développement humain que dans les régimes démocratiques.</p>
Dalgaard et al. (2004)	<p>L'aide peut jouer un rôle vers l'atteinte des OMD de 2015 car elle a un effet positif significatif sur la productivité. Seulement, il ne faut pas considérer l'aide comme la panacée pour la réduction de la pauvreté. En outre, elle ne conduit pas à la convergence, seulement elle stimule le processus. Ils concluent que dans les 30 dernières années l'aide a été peu efficace dans les milieux tropicaux.</p>
Fielding et al. (2006)	<p>L'aide a une influence positive sur les variables des OMD (accès à l'eau, éducation, etc.), mais assez peu favorable aux pauvres, puisque le sous-groupe des personnes les plus pauvres ne semblent pas être le principal bénéficiaire d'aide.</p>

Source : Nafiou M M , 2009.

ANNEXE 2 : Régressions économétriques

Tableau 2-1 : Régressions de la croissance : utilisant tous les pays et les variables individuelles de politiques économiques.

	(1)	(2)	(2)
Méthode d'estimation	MCO	MCO	DMC
PIB initial	- 0,65 (0,55)	-0,61 (0,58)	-0,74 (0,62)
Fragmentation ethnolinguistique	-0,58 (0,73)	-0,53 (0,73)	-0,69 (0,78)
Assassinats	-0,44* (0,27)	-0,44* (0,27)	-0,44* (0,27)
Fragmentation ethnolinguistique × Assassinats	0,81* (0,45)	0,81* (0,45)	0,81* (0,46)
Qualité institutionnelle	0,64** (0,17)	0,64** (0,17)	0,64** (0,17)
Profondeur financière $(\frac{M2}{PIB})_{t-1}$	0,015 (0,015)	0,014 (0,015)	0,017 (0,016)
Afrique Subsaharienne	-1,53** (0,73)	-1,61** (0,76)	-1,35** (0,76)
Asie de l'Est	0,89 (0,56)	0,93* (0,57)	0,80 (0,58)
Surplus budgétaire	6,85** (3,39)	7,00** (3,38)	6,49** (3,37)
Inflation	-1,40** (0,41)	-1,40** (0,41)	-1,40** (0,41)
Ouverture commerciale	2,16** (0,51)	2,12** (0,50)	2,25** (0,54)
Aide/PIB	–	0,036 (0,13)	-0,085 (0,19)
R² de la première étape de régression			
Aide/PIB	–	–	0,44
Test d'exogénéité de la variable aide			
χ²(1)	–	–	0,61 (0,43)
Autres statistiques			
Observations	275	275	275
R²	0,35	0,35	0,35

Source : Burnside et Dollar, 2000, page 854.

Note :

La variable dépendante est le taux de croissance du PIB réel par habitant. Les régressions (1) et (2) sont effectuées par la méthode des moindres carrés ordinaires. La dernière régression

(3) est effectuée par la méthode des doubles moindres carrés. Les écarts-types sont représentés dans les parenthèses. Les estimations concernent 56 pays en développement et couvrent des sous-périodes des 4 ans allant de 1970-1973 jusqu'en 1990-1993.

** : significatif au seuil de 5% ; * : significatif au seuil de 10%

Tableau 2-2 : Régressions de la croissance : Utilisant tous les pays et l'indicateur de politique économique

Méthode d'estimation	(3)		(4)		(5)	
	MCO	DMC	MCO	DMC	MCO	DMC
PIB initial	-0,61 (0,56)	-0,79 (0,59)	-0,56 (0,56)	-0,71 (0,60)	-0,60 (0,57)	-0,90 (0,65)
Fragmentation ethno-linguistique	-0,54 (0,72)	-0,70 (0,75)	-0,42 (0,73)	-0,47 (0,83)	-0,42 (0,72)	-0,73 (0,81)
Assassinats	-0,44* (0,26)	-0,43 (0,27)	-0,45* (0,26)	-0,44* (0,26)	-0,45* (0,26)	-0,41 (0,27)
Fragmentation ethno-linguistique × Assassinats	0,82* (0,44)	0,78* (0,44)	0,80* (0,44)	0,75* (0,45)	0,79* (0,44)	0,71 (0,45)
Qualité institutionnelle	0,64** (0,17)	0,63** (0,17)	0,67** (0,17)	0,68** (0,19)	0,69** (0,17)	0,66** (0,18)
Profondeur financière $(\frac{M2}{PIB})_{t-1}$	0,014 (0,013)	0,019 (0,015)	0,016 (0,014)	0,025 (0,017)	0,012 (0,014)	0,017 (0,016)
Afrique Subsaharienne	-1,60** (0,73)	-1,31* (0,72)	-1,84** (0,74)	-1,71** (0,82)	-1,87** (0,75)	-1,29 (0,84)
Asie de l'Est	0,91* (0,54)	0,81 (0,53)	1,20** (0,58)	1,27** (0,63)	1,31** (0,58)	1,15** (0,56)
Indicateur de politique éco	1,00** (0,14)	1,01** (0,14)	0,78** (0,20)	0,65** (0,30)	0,71** (0,19)	0,74** (0,20)
Aide/PIB	0,034 (0,12)	-0,12 (0,18)	0,49 (0,12)	-0,10 (0,21)	-0,021 (0,16)	-0,32 (0,36)
(Aide/PIB) x Indicateur de politique éco	—	—	0,20** (0,09)	0,37 (0,33)	0,19** (0,07)	0,18* (0,10)
(Aide/PIB)² x Indicateur de politique éco	—	—	-0,019** (0,0084)	-0,038 (0,038)	—	—
Observations	275	275	275	275	270	270
\bar{R}^2	0,36	0,35	0,36	0,34	0,36	

Source : Burnside et Dollar, 2000, page 856.

Note :

La variable dépendante est le taux de croissance du PIB réel par habitant.

Les écarts-types sont représentés dans les parenthèses.

** : significatif au seuil de 5% ; * : significatif au seuil de 10%

ANNEXE 3: Country Policy and Institutional Assessment (CPIA)

Annexe 3-1 :

A - Gestion macro-économique
1- Gestion de l'inflation et des équilibres macroéconomiques 2- Politique budgétaire 3- Gestion de la dette extérieure 4- Gestion de la soutenabilité des programmes de développement
B – Politiques structurelles
5- Politique commerciale et régime de change 6- Stabilité et développement financier 7- Efficacité du secteur bancaire et mobilisation des ressources 8- Environnement concurrentiel pour le secteur privé 9- Marchés des produits et des facteurs 10- Politiques et institutions pour la régulation des problèmes d'environnement
C – Politique en faveur de la réduction de la pauvreté
11- Genre 12- Equité de l'utilisation des ressources publiques 13- Renforcement des ressources humaines 14- Protection sociale et travail 15- Suivi et analyse des niveaux de pauvreté
D – Gestion du secteur public et institutions
16- Droits de propriété et gouvernance fondée sur de droit 17- Qualité de procédures budgétaires et investissements publics 18- Efficacité de la mobilisation des recettes 19- Qualité de l'administration publique 20- Transparence, responsabilité et corruption du secteur public

Source : Banque mondiale (Amprou et Chauvet, 2004, page 65)

Annexe 3-2

A- Gestion économique

- 1- La gestion macroéconomique
- 2- De la politique fiscale
- 3- Politique de la dette

B- Politiques structurelles

- 4- Commerce
- 5- Du secteur financier
- 6- Environnement réglementaire des entreprises

C- Politiques d'Inclusion Sociale / Capitaux propres

- 7- L'égalité des sexes
- 8- L'équité en matière d'utilisation des ressources publiques
- 9- Ressources humaines de construction
- 10- Travail et protection sociale
- 11- Politiques et Institutions pour le développement durable de l'environnement

D - Gestion du secteur public et des institutions

- 12- Droits de propriété et la règle basée sur la gouvernance
- 13- Qualité de la gestion budgétaire et financière
- 14- Efficacité de la mobilisation des recettes
- 15- Qualité de l'administration publique
- 16- Transparence, la responsabilisation, et la corruption dans le secteur public

Source : *Guillaumont J S et Guillaumont P, 2006.*

Annexe 4 : Aide croissance et politiques (régressions en panel) - Collier et Dollar (2002).

Variable dépendante : Taux de croissance du PNB par habitant					
Méthode MCO	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
PNB initial par habitant	0,67 (1,08)	0,85 (1,49)	0,55 (0,79)	0,64 (1,03)	0,49 (0,71)
Qualité des institutions (ICRGE)	0,28 (1,67)	0,27 (1,61)	0,31 (1,90)	0,43 (2,39)	0,52 (2,67)
Politiques (CPIA)	0,46 (1,65)	0,64 (1,55)	0,45 (1,55)	0,39 (1,44)	0,38 (1,36)
APD/PIB	-0,54 (1,40)	–	-0,58 (1,24)	-0,33 (0,79)	-0,32 (0,63)
(APD/PIB)²	-0,02 (1,60)	-0,04 (3,07)	-0,01 (0,64)	-0,03 (1,74)	-0,01 (0,53)
CPIA.APD/PIB	0,31 (2,94)	0,18 (3,06)	0,28 (2,29)	0,36 (3,53)	0,33 (2,77)
ICRGE.APD/PIB	–	–	–	-0,08 (1,69)	-0,10 (1,76)
Log (inflation+1)	–	–	0,02 (0,04)	–	-0,12 (0,26)
Ouverture (X+M/PIB)	–	–	-0,22 (0,39)	–	-0,22 (0,39)
Cons Gouv/PIB	–	–	-0,02 (0,32)	–	-0,01 (0,29)
Asie du Sud	2,59 (4,10)	2,76 (4,62)	2,41 (3,59)	2,65 (4,17)	2,44 (3,61)
Asie de l'Est	3,28 (5,49)	3,27 (5,46)	3,33 (4,86)	3,25 (5,53)	3,27 (4,83)
Afrique Subsaharienne	-0,75 (0,91)	-0,72 (0,87)	-0,79 (0,84)	-0,60 (0,72)	-0,59 (0,61)
Moyen-Orient/Afrique du Nord	1,49 (2,69)	1,50 (2,76)	1,72 (2,54)	1,57 (2,84)	1,78 (2,64)
Europe/Asie Centrale	0,11 (0,12)	0,33 (0,33)	-0,11 (0,11)	-0,22 (0,22)	-0,48 (0,48)
Observations	349	349	302	349	302
R²	0,37	0,36	0,35	0,37	0,36
R² ajusté	0,34	0,33	0,31	0,34	0,31

(...) : le t-student (calculé avec des écarts-types robustes)

Enchantions : 59 pays ; données sur 4 ans moyens couvrant la période 1974-1977 à 1994-1997

Source : Collier et Dollar, 2002, page 1479.

ANNEXE 5

Annexe 5-1 : Estimation panel du PIB par habitant avec l'estimateur Hausman Taylor (Indicateur de démocratie Freedom House)

```
. xthtaylor gpdcapitagrow gdpintial aidgpd aid2 fhstand aidfhstang tradebalanc
> e epgdp inflationgdp, endog ( aidgpd fhstand tradebalance)
```

```
Hausman-Taylor estimation      Number of obs   =      693
Group variable: codepays      Number of groups =      36

                                Obs per group: min =       6
                                avg =      19.3
                                max =      20

Random effects u_i ~ i.i.d.    Wald chi2(8)    =     110.00
                                Prob > chi2       =      0.0000
```

gpdcapitag~w	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TVexogenous						
aid2	-.0026529	.000923	-2.87	0.004	-.004462	-.0008439
aidfhstang	.0029423	.0010982	2.68	0.007	.0007898	.0050948
epgdp	.2622987	.0332264	7.89	0.000	.1971761	.3274213
inflationgdp	.0082159	.0101594	0.81	0.419	-.011696	.0281279
TVendogenous						
aidgpd	-.0223215	.0847177	-0.26	0.792	-.1883652	.1437222
fhstand	-.0247525	.0240701	-1.03	0.304	-.071929	.022424
tradebalance	-.1576202	.0297926	-5.29	0.000	-.2160126	-.0992277
TIexogenous						
gdpintial	-.0012102	.0006303	-1.92	0.055	-.0024455	.0000252
_cons	-1.838803	1.469794	-1.25	0.211	-4.719546	1.04194
sigma_u	1.9107721					
sigma_e	5.6449865					
rho	.10279748	(fraction of variance due to u_i)				

Note: TV refers to time varying; TI refers to time invariant.

Annexe 5-2: Estimation panel du PIB par habitant avec l'estimateur Hausman Taylor (Indicateur de démocratie Democ de Polity IV)

```
. xthtaylor gpdcapitagrow gdpintial aidgpd aid2 democ1 AidDemoc1 tradebalance
> epgdp inflationgdp, endog ( aidgpd democ1 tradebalance)
```

```
Hausman-Taylor estimation      Number of obs      =      695
Group variable: codepays      Number of groups   =      36

                                Obs per group: min =      6
                                avg =      19.3
                                max =      20

Random effects u_i ~ i.i.d.    Wald chi2(8)       =     105.84
                                Prob > chi2          =      0.0000
```

gpdcapitag~w	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TVexogenous						
aid2	-.003081	.0009277	-3.32	0.001	-.0048992	-.0012627
AidDemoc1	.0172499	.0077273	2.23	0.026	.0021047	.0323951
epgdp	.2658009	.0333249	7.98	0.000	.2004853	.3311166
inflationgdp	.0081708	.0102138	0.80	0.424	-.0118478	.0281895
TVendogenous						
aidgpd	.0865986	.069132	1.25	0.210	-.0488975	.2220948
democ1	-.2345019	.1642468	-1.43	0.153	-.5564196	.0874159
tradebalance	-.1570676	.0299391	-5.25	0.000	-.2157471	-.0983881
TIexogenous						
gdpintial	-.0012486	.0006009	-2.08	0.038	-.0024263	-.0000709
_cons	-2.504808	1.126892	-2.22	0.026	-4.713476	-.2961397
sigma_u	1.8727363					
sigma_e	5.6685346					
rho	.09840622	(fraction of variance due to u_i)				

Note: TV refers to time varying; TI refers to time invariant.

BIBLIOGRAPHIE :

ALESINA A. et DOLLAR D., (2000), « Wh ogives foreign aid to whom and why ?, *Journal of Economics Growth* (5), pp. 33-63.

AMPROU JACKY (2004), « débats sur l'efficacité de l'aide : quels enjeux pour son allocation ? », *Lettre des économistes de l'AFD, Efficacité de l'aide*, n°7 septembre-octobre 2004, pp. 2-4.

AMPROU J., (2004), « Efficacité et allocation de l'aide : revue des débats », Agence Française de Développement, Notes et Documents n° 6.

AZAM J.P., LAFFONT J.J., 2003, « Contracting for aid », *Journal of Development Economics* 70, pp. 25-58.

BALLET J. et al. (2007), « Le dilemme du Samaritain, une mise en perspective », *Mondes en développement*, 2007/1- n°137, pp. 11-22.

BANERJEE A V et DUFLO E. (2009), « L'approche expérimentale en économie du développement », *Revue d'économie politique*, vol 119, 2009/5, pp. 691-726.

BANQUE MONDIALE (1998), *Assessing Aid. What works, What doesn't, and Why*, Oxford University Press, New York.

BARRO J R. (1997), *Determinants of Economic Growth. A Cros-country Empiral Study*, Massachussets : The MIT Press's edition ; traduction française sous le titre *Les Facteurs de la Croissance Economique. Une analyse transversale par pays*, Paris : Economica (2000).

BEITONE A., GILLES P et PARODI M. (2006), *Histoire des faits économiques et sociaux de 1945 à nos jours*, Paris : Editions Dalloz.

BERTHELEMY J-C. (2006), « Clubs de convergence et équilibres multiples : comment les économies émergentes ont-elles réussi à échapper au piège de la pauvreté ? », *Revue d'économie du développement*, n° 1 mars 2006, pp. 5-44.

BERTHÉLÉMY J.C., and Tichit A., (2004), « Bilateral donors' aid allocation decisions - a three-dimensional panel analysis », *International Review of Economics and Finance*, 13-2004, pp. 253–274.

BISMANS F., (2001), *Games and information : an introduction to game theory*, three edition, Brackwell Publishers Ltd ; traduction française RASMUSEN E., sous le titre *Jeux et information : introduction à la théorie des jeux*, 3ème édition, Bruxelles, Editions De Boeck (2004).

BISSIRIOU G et KERN F, (2008), « La relation principal-agent de l'aide au développement : une relecture de l'espace de coopération Nord-Sud », *les Cahiers de l'Association Tiers-monde*, n°23-2008, pp 69-80.

BISSIRIOU G., (2006), « Approche institutionnelle du processus de délivrance de l'aide : cas de la délégation a une institution multilatérale d'aide au mandat anti-pauvreté au sud », *Revue région et développement*, n° 26-2007, pp. 85-111.

BOONE P., (1995), « The impact of foreign aid on savings and growth », LSE, mimeo.

BOURGUIGNON F. et SUNDBERG M. (2007), « L'aide peut donner des résultats. L'aide est de plus en plus efficace, même si c'est difficile à prouver », *Finances et développement*, Mars 2007, pp. 56-57

BRASSEUL J. (2010), *Introduction à l'étude du développement*, 3ème édition, Paris : Armand Colin.

BRASSEUL J. (2010), *Petit histoire des faits économiques. Des origines aux suprimés*, 1ère édition, Paris, Armand Colin.

BUCHANAN J., (1975), « *The Samritan's dilemma* », in Pheps (ed) 71-85.

BURNSIDE C. et DOLLAR D. (2000), « Aid, Policies, and Growth », *The American Economic Review*, 90(4), pp. 847-868.

BURNSIDE C. et DOLLAR D. (1997), « Aid, Policies, and Growth », *Policy research working Papers 1777*, Work Bank Development Research Group, Washington D.C.

CLEMENS M A. et MOSS T J. (2006), « Le mythe des 0,7 % : origines et pertinence de la cible fixée pour l'aide internationale au développement », *Afrique contemporaine*, 2006/3-n°219, pp.173-201.

COGNEAU D. et NAUDET J-D. (2004), « Qui mérite l'aide ? Egalité des chances versus sélectivité », *Agence Française de Développement*, Notes et Documents, n° 7, 2004.

COLLIER P. ET DOLLAR D. (2002), « Aid allocation and poverty reduction », *European Economic Review* 46 (2002), pp. 1475-1500.

DEUTSCHER E. et FYSON S. (2008), « Améliorer l'efficacité de l'aide », *Finances et développement*, Sept. 2008, pp. 15-19.

DUFLO ESTHER (2005), « Evaluer l'impact des programmes d'aide au développement : le rôle des évaluations par assignation aléatoire », *Revue économie du développement*, 2005/2 – Vol.19, pp. 185-226.

DOLLAR D. et KRAAY A., (2001), « Echanges, croissance et pauvreté », *Finances et Développement*, septembre 2001, pp. 16-19.

GILLIS et al, (1996), *Economics of development*, 4th edition, W.W Norton & Company; traduction française par Bruno Baron-Renault sous le titre *Economie du développement*, 3ème édition, Bruxelles, De Boeck (1998).

GORDAH M. et LE TEXIER T. (2011), « Aide au développement et information asymétrique : une analyse principal-agent », *Revue région et développement*, 2011/ n° 34, pp.161-180.

GUILLAUMONT J S. et VELLY G. (2010), « Les indicateurs de sélectivité de l'aide », Document de travail, Série « Indicateurs de développement innovants » /Idi9, Avril 2010.

GUILLAUMONT P., (2008), *The Move out of the trap. The least Developed Countries*, Economica, Paris.

GUILLAUMONT J S et GUILLAUMONT P. (2006), « Efficacité, sélectivité et conditionnalité de l'aide au développement : enseignement pour la politique française », *Rapport conseil d'Analyse et Economique n° 62*, Septembre 2006.

HAGEN J., « Samaritan agents ? On the strategic delegation of aid policy », *Journal of Development economics*, 79 (2006), pp. 249-263.

JACQUET., (2006), « Les enjeux de l'aide publique au développement », *Politique étrangère*, 2006/4-Hiver, pp. 941-954.

JACQUET P., (2006), « Revisiter l'aide publique au développement », *Economie internationale*, 2006/4- n°108, pp. 139-152.

KOSACK S., (2003), « Effective Aid: How Democracy Allows Development Aide to improve the Quality of Life », *World Development*, Vol.31 n°1, pp.1-22, 2003.

LAFFONT J-J., (2006), « A propos de l'émergence de la théorie des incitations », *Revue française de gestion*, 2006/1- n°160, pp. 177-189.

LECOMTE B. et NAUDET J-D., « Efficacité de l'aide et efficacité des acteurs : revue de la littérature récente et sur l'aide au développement.», *Revue Autrepart*, 2000 / n°13, pp. 5-23.

MARTENS B and al., (2001), *The Institutional Economics of Foreign Aid*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 201 p.

McGILLIVRAY MARK (2003), « Efficacité de l'aide et sélectivité : vers un concept élargi », *Revue Economie du Développement*, 2003/4 – Vol.17, 43-62.

NAFIOU M M. (2009), « Impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique du Niger », *Revue africaine de l'Intégration*, Vol. 3. No. 2, Octobre 2009, pp. 223-268.

OCDE (2009), Panorama des statistiques de l'OCDE 2009, <http://dx.doi.org/10.1787/538078760207>

OSTROM E. (2011), « Dépasser le dilemme du Samaritain dans l'aide au développement », *Revue d'Economie du Développement*, 2011/4, pp. 5-18.

PERKINS et al, (2006), *Economics of development, sixth edition*, W.W Norton & Company; traduction française par Bruno Baron-Renault sous le titre *Economie du développement*, 3ème édition, Bruxelles, De Boeck (2008).

RADELET STEVEN et JAMISON DEAN T. (2005), « Rendre l'aide plus performante », *Finances et Développement*, Juin 2005, pp. 42-46.

RADELET S. et al, (2005), « Aide et croissance. De nouvelles données montrent que les flux d'aide axés sur la croissance ont produit des résultats », *Finances et développement*, Sept. 2005, pp. 16-20.

RADELET S. et al, (2004), « Aide et croissance : débat en cours et données nouvelles », Center for Global Devopment, Février 2004.

ROLAND-HOLST D. et TARP F. (2003), « De nouvelles perspectives pour l'efficacité de l'aide », *Revue d'économie du développement*, 2003/2 Vol. 17, p. 151-180.

SEVERINO J-M.et RAY O. (2011), « la fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale », *Revue économie du développement*, 2011/1 - Vol. 25, 5-44.

SEVERINO J-M. et CHARNOZ O. (2005), « Les « mutations imprromptues » Etats des lieux de l'aide publique au développement », *Afrique contemporaine*, 2005/1- n°213, pp. 13-131.

SEVERINO J-M. et CHARNOZ X. (2003), « Un paradoxe du développement », *Revue économie du développement*, 2003/4 – Vol.17, 77-97.

SEVERINO J-M. (2001), « Refonder l'aide au développement au XXIE siècle », *Critique internationale*, 2001/1- n°10, pp. 75-99.

SVENSSON J, (2006), « Capacité d'absorption et contraintes de décaissement », *Revue économie du développement*, 2006/2-Vol. 20, pp. 43-68.

SVENSSON J, (2003), « Why conditional aid does not work and what can be done about it? », *Journal of Development Economics* 70 (2003), pp. 381– 402.

SVENSSON J, (2000), « When is Foreign Aid Policy Credible? Aid Dependence and Conditionality », *Journal of Development Economics* 61, pp. 61-84.

SVENSSON J, (2000), « When is Foreign Aid Policy Credible? Aid Dependence and Conditionality », *Journal of Development Economics* 61, pp. 61-84.

SVENSSON J., (1999), « Aid, growth and democracy », *Economics and Politics*, 11, 275-297.

Sites :

http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS_referer=&sCS_ChosenLang=fr

http://www.oecd.org/document/40/0,3746,fr_2649_34447_47600872_1_1_1_1,00.html

http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPECF08461

<https://agidata.org/site/LinksIndicators.aspx> (Banque mondiale)

<http://www.hks.harvard.edu/fs/pnorris/Data/Data.htm>

<http://www.freedomhouse.org/>